



N°31 · 01.08.2025 · 72. Jahrgang

Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur

POLITIK « Then so be it » Les organisations patronales avaient surestimé le Premier ministre et sous-estimé les syndicats. Elles sont sorties sonnées des deux <i>Sozialronnen</i> S.3	Via Dolorosa Une dynamique politique internationale redonne un (léger) souffle d'espoir pour les Palestiniens affamés par le gouvernement Netanyahu S.5	„Et si Veiner Jongen“ Zwischen leichtfüßigen Touristen, Alteingesessenen, Kunstschaffenden und sozioökonomischer Präkarität verankert sich in Vianden ein neues politisches Team S.7	WIRTSCHAFT Tice, la colère gronde La nouvelle direction du réseau d'autobus Tice instillerait un climat de méfiance et entretiendrait des relations tendues avec le personnel, les syndicats s'organisent S.11	FEUILLETON Chère dystopie Avec la série <i>Droneland</i>, le cinéma luxembourgeois passe à la vitesse supérieure. Quelques heures sur le tournage pour en prendre la mesure S.15
---	---	--	---	---

25031

5 453000 174663

6,50 €

Mauvais message

IIII Pierre Sorlut

« Humiliation », « capitulation », « jour de la dépendance européenne », « vassalisation », etc. Personnel politique et éditorialistes critiquent vivement l'accord signé dimanche par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président américain, Donald Trump. Au nom de l'UE, « UvdL » a accepté l'imposition aux États-Unis d'un droit de douane de quinze pour cent sur les marchandises européennes. Le Vieux Continent est encore censé dépenser 750 milliards de dollars en énergie ces trois prochaines années chez l'Oncle Sam, et y investir 600 milliards dans... « divers secteurs », informe l'exécutif européen, dans son « questions – réponses, l'accord commercial expliqué ». Le deal signé par la conservatrice allemande sème le trouble jusque chez ses cousins politiques luxembourgeois. Sur *LinkedIn*, Laurent Mosar, de la même famille politique européenne (CSV-PPE) parle de « victoire pour les États-Unis et d'humiliation pour l'Europe ». Sur *100,7*, le Premier ministre, Luc Frieden (CSV) juge le deal « net perfekt, mee besser wéi een Handelskrich ». Donald Trump avait en effet brandi la menace de trente pour cent de droits de douane. Vendredi dernier lors d'une conférence de presse avec son homologue irlandais, Luc Frieden espérait « pas de tarifs ou de tous petits tarifs ». Le chef du gouvernement relève cette semaine que le Luxembourg n'exporte « pas énormément de biens » aux États-Unis. Seraient surtout concernés les manufacturiers de pièces automobiles et l'acier. Et le sort de la sidérurgie reste à négocier. Face au *Land*, son camarade de parti et ministre des Finances, Gilles Roth, abonde et rappelle que, depuis la réunion du FMI en avril, le risque de « fragmentation des marchés internationaux » figurait en tête des préoccupations. « J'ose espérer qu'avec ces quinze pour cent, ce qui n'est pas bien, il faut bien l'avouer, les marchés internationaux se stabiliseront, de même que les relations transatlantiques auxquelles le Luxembourg tient toujours ».

Le ministre des Finances admet que, normalement, négocier « c'est donner et recevoir » mais qu'ici « c'est un peu à sens unique ». Mais on ne veut pas trop se plaindre. Le gouvernement joue profil bas depuis qu'il sait que les services sont exclus du périmètre des droits de douane américains, le premier partenaire financier. De plus, « des fluctuations sur les marchés financiers internationaux impactent les fonds au Luxembourg, soit positivement, soit négativement », souligne Gilles Roth, au premier rang pour constater les entrées et sorties d'argent public. Les agents économiques ont bien accueilli l'accord, alors l'accord est bon pour le Luxembourg. À court terme tout le moins.

Le court terme a été privilégié au niveau européen. La présidente de la Commission n'a pas voulu affronter le président américain. Elle n'a même pas utilisé la menace de l'instrument européen de coercition ou la possibilité surtaxer certaines importations américaines. Ursula von der Leyen l'a jouée comme Mark Rutte. En juin, le secrétaire général de l'Otan avait flagorné Donald Trump en marge du sommet de La Haye visant à s'assurer du maintien de l'allié américain contre compensation financière. L'approche junkcérienne a été écartée. Face à la *RTBF* en avril, l'ancien Premier ministre du Luxembourg et président de la Commission avait conseillé « de ne pas s'agenouiller devant le président américain ». « On ne peut pas venir les mains vides (...), sinon on repart les mains vides », avait prédit Jean-Claude Juncker (CSV-PPE).

La bruyante critique de l'accord dans les médias ne doit pas masquer que la plupart des pays européens, affiliés à la droite, valident la décision de la Commission, laquelle bénéficiait d'ailleurs d'un mandat des États membres. Selon l'économiste et commentateur Paul Krugman (dans un post de blog titré « Fossil fool »), UvdL et les conservateurs européens ont opposé une hypocrisie cynique à la logique transactionnelle de Donald Trump (disruptive en politique). Ils ont fait miroiter des milliards que l'UE n'a pas. Car cette dernière ne peut notamment pas contraindre les entreprises européennes à les dépenser aux États-Unis, comme envisagé. Ni par cet accord politique (pour l'heure un simple *handshake*) ni par un accord mixte qui passerait par le Conseil et le Parlement. L'avenir dira si Trump, qui fanfaronne maintenant, demandera son dû. La sagesse enseigne de « ne pas tirer sur le messenger ». Mais le problème ici est bien le message. Même si elle est feinte, la vassalisation des Européens vis-à-vis des États-Unis alimente à grands flots les eurosceptiques de l'extrême droite (qui n'en demandait pas tant). Un pari risqué alors que l'UE se disloque de l'intérieur sous la pression populiste. ●





Gilles Kayser

« Triste », « frustré », « en colère » : Michel Reckinger avec René Winkin en amont de la deuxième Sozialronn, le 14 juillet

« Then so be it »

IIII Bernard Thomas

Les organisations patronales avaient surestimé le Premier ministre et sous-estimé les syndicats. Elles sont sorties sonnées des deux Sozialronnen

L’Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) avait placé ses espoirs en Luc Frieden ; elle a été amèrement déçue. Du coup, son président boude. « Ce pays n’est plus réformable », affirme Michel Reckinger, vendredi dernier dans le *Wort*. « Die Regierung kippt nach einem Tag um. Wir verstehen die Welt nicht mehr ». « Cela ne s’est pas passé comme nous l’imaginions », répète-t-il le même jour à la matinale de *RTL-Radio*. Les négociations auraient été « bloquées » par les syndicats ; « on peut presque dire : pris en otage ». Sorti amoché des deux premiers *Sozialronnen* des 9 et 14 juillet, le patronat cherche l’appui de l’opinion publique. Michel Reckinger dit vouloir « rouvrir le débat » en amont du troisième round, prévu le 3 septembre.

Face au *Land*, le patron des patrons fait un bref debrief et un début d’auto-critique : « On a perdu le match de la communication ». Reckinger estime que ce serait au gouvernement de « prendre sa responsabilité » : « Ils ont été élus pour gouverner ce pays, ce qui n’est pas mon cas. Ils n’ont pas forcément besoin de notre accord. » Et d’ajouter : « Then so be it. Nächst Thema. » L’UEL cherche la porte de sortie ; elle est tentée par le refus. Le Premier ministre a toujours insisté : Ses réunions à trois ne seraient pas des Tripartites avec un grand t. Si la nuance paraît sémantique, elle lui aménage une marge de manœuvre politique. Luc Frieden pourrait se dispenser d’un accord formel, tout comme de la cérémonie de signature avec photo officielle qui l’accompagne. Quoiqu’inouï, un éventuel « niet » patronal resterait ainsi relativement discret. Ce qui devrait arranger les CEOs de la place financière et frustrer les petits patrons de l’artisanat.

Le patronat a laissé les syndicats occuper le devant de la scène ces derniers mois, confiant que Luc Frieden allait imposer les réformes promises dans l’accord de coalition. Les rares interventions de Michel Reckinger se sont révélées désastreuses. À commencer par son très contre-productif appel à « ne pas aller à la manifestation », lancé depuis la matinale de *RTL-Radio*. Michel Reckinger ne regrette rien, au contraire : « Dans toute ma carrière, je n’ai encore jamais reçu autant d’approbation », assure-t-il. N’est-ce pas la preuve qu’il évolue dans une bulle ? « Mais je les représente aussi ! » Il continue à se considérer comme le « porte-parole de la majorité silencieuse ».

Face aux professionnels syndicaux (la *good cop* Back et le *bad cop* Dury), l’UEL fait figure d’amateur. Son président a une entreprise de 330 salariés à gérer en parallèle. Interrogé sur ce cumul, Reckinger assure que « c’est faisable, sinon je ne le ferais pas ». Le chef de la délégation patronale paraissait pourtant mal préparé au théâtre tripartite. Quant à son lieutenant, Marc Wagener, il présente un profil très technocratique. À la première *Sozialronn*, il a tenté de persuader les ministres et syndicalistes par un exposé macroéconomique, présentant la flexibilisation du droit du travail comme un « levier de croissance ». L’argumentaire n’a pas vraiment convaincu.

Pour Luc Frieden, les deux *Sozialronnen* ont constitué une humiliation politique. Il est resté bouche bée lorsqu’en ouverture du deuxième round, Patrick Dury a lâché une violente tirade le visant lui et sa « blague » antisyndicale. D’entrée de jeu, le Premier ministre se retrouvait ainsi sur la défensive. En 2020, alors qu’il présidait la Chambre de commerce, il avait estimé que « chaque ministre d’État peut mener une Tripartite » ; sous-entendant : même Xavier Bettel. Cinq ans plus tard, c’est Luc Frieden, en ministre d’État dépassé, qui se retrouve sous la tutelle de son Vice-Premier ministre, Xavier Bettel.

Tétanisé par la manifestation de force de l’Union des syndicats, le gouvernement a abandonné des pans entiers de son agenda libéral. Les accords d’entreprise avec les délégués « neutres » ? La revendication – quasi-centenaire – du patronat est vite passée à la trappe. Une condition *sine qua non* des syndicats. L’extension du travail dominical ? Elle sera réglée via accord interprofessionnel, sauf pour les « petites » entreprises. Les syndicats en fixent la limite à quinze, le patronat à 49 salariés, mais ce ne seraient finalement là que « des peanuts », a lâché Michel Reckinger sur *RTL-Radio*. L’essentiel serait ailleurs : La réforme des retraites. Elle a été réduite au minimum. Selon la dernière proposition gouvernementale, la durée de cotisation ne sera allongée que de huit mois, tandis que le taux de cotisation augmentera de 0,5 point de pourcent. Le duo Frieden-Bettel adopte une approche étroitement électoraliste. La pérennité du système des pensions sera le problème du prochain gouvernement.

Le patronat a rapidement cédé sur la hausse des taux de cotisation, annoncée en amont par Frieden et Bettel (après avoir été présentée des mois durant comme « la toute dernière option »). Peut-être parce que la hausse de 0,5 pour cent lui semblait encore relativement modique : L’OCDE avait préconisé une augmentation d’un pour cent pour les assurés et les entreprises. Ironie de l’Histoire : Luc Frieden, le néolibéral, remet en question jusqu’aux dispositifs-clefs de la réforme de 2012 portée par Mars Di Bartolomeo, le socialiste. Celle-ci avait introduit un mécanisme freinant l’ajustement et l’allocation de fin d’année, dès que les dépenses dépassaient les cotisations et les réserves commençaient à s’épuiser. Ce n’est que dans un second temps que les taux de cotisation devaient être revus à la hausse. Cette suite a été inversée sous la pression, très véhémence, de la CGFP. Face à la puissante confédération, le gouvernement a préféré hisser le drapeau blanc. Il veut agir du côté des recettes et promet de ne pas toucher aux dépenses. Un no-go pour le patronat qui continue à plaider pour une décélération de l’ajustement et de l’allocation, de manière sélective : « Komm mir staffelen dat sozial », proposait Michel Reckinger sur *RTL-Radio*.

Dans une manœuvre désespérée et sans trop y croire, l’UEL part donc à la contre-offensive. La proposition gouvernementale résumée par *Rtl.lu* (et dont les éléments ont été confirmés par le *Land* et *Reporter*) reprendrait « le pitch syndical », prétend Reckinger. « Séance tenante », il aurait déclaré que la *Sozialronn* n’était pas un *Rentendësch*. Politiquement isolée, l’UEL cherche à conclure une alliance avec « les jeunes », dont les vues « très intelligentes et responsables » auraient pu éclairer les discussions tripartites au ministère d’État. (En cela, Reckinger est aligné sur la ministre de la Sécurité sociale, Martine Deprez, qui avait promis impliquer « la jeune génération ».)

La démission de Nicolas Buck en automne 2020 avait pris au dépourvu l’UEL. Michel Reckinger était alors un des huit présidents des fédérations et chambres qui composent cet organe centralisateur de la politique patronale. « Ech hunn net haart genuch ‘nee’ gesot », dit-il aujourd’hui. Il y a également un élément filial : En tant que président de la Chambre des métiers, Paul Reckinger, le père de Michel, avait été un des trois fondateurs de l’UEL en 2020. Les présidents changent, les permanents restent. Ils ont souvent passé la quasi-intégralité de leur carrière professionnelle au sein des organisations patronales, que ce soit Romain Schmit (FdA), René Winkin (Fedil), Marc Wagener (UEL), Tom Wirion (Chambre des métiers) ou Carlo Thelen (Chambre de commerce).

[...]

[Suite de la page 3]

En 2021, Michel Reckinger se décrivait sur *Radio 100,7* comme « un fanatique de la justice et de la solidarité », tout en fustigeant « une idéologie de la vieille lutte entre le capital et le travail » : « Cela date d'il y a cent ans, on n'en a plus besoin ». PDG d'une entreprise familiale et ingénieur de formation, il endosse une posture paternaliste ; parlant fréquemment de « mes délégués [du personnel] ». Ses prédécesseurs avaient établi des canaux de communication avec les syndicats ; même l'iconoclaste Nicolas Buck ayant fini par se rabibocher avec eux (et même avec Dan Kersch) sous le choc de la pandémie. Reckinger affiche, lui, son mépris des syndicats, qualifiant l'OGBL de « populiste de gauche » sur *RTL-Radio* et la rapprochant de la France insoumise. Michel Reckinger vire rapidement dans le registre des émotions. Il se dit ainsi « triste », « frustré » et « en colère » par le déroulement des deux *Sozialronnen*. Que les syndicats ne veuillent accepter des analyses qui, à ses yeux, sont évidentes, voilà ce qui désespère Reckinger.

Les syndicats tentent d'exploiter cette sensibilité. Le président du LCGB est un maître de la provocation. Lors de la manifestation du 28 juin, il a qualifié les représentants patronaux de « marins d'eau douce », pour les opposer à leurs prédécesseurs, « des vrais CEO et personnalités comme Faber, Kinsch et Wurth ». Reckinger a particulièrement mal pris les attaques de Dury le désignant comme « le chauffage-sanitaire d'Esch, qui est à la tête de l'UEL » : « Ils ont attaqué mon entreprise », s'indignait-il. « Mais venant de leur part, c'est accepté. Alors que si ça vient de nous, c'est malveillant ». Or, la parole entrepreneuriale s'est, elle aussi, décomplexée. Exaltés par la nomination de Luc Frieden, les fonctionnaires patronaux et leurs présidents ont pris les syndicats de haut : Ceux-ci souffriraient d'un « problème massif de légitimation » (Christian Reuter, *D'Handwierk*), mèneraient « une lutte pour survivre » (Michel Reckinger, *Radio 100,7*) et auraient « des difficultés à mobiliser » (René Winkin, *RTL-Radio*). Ils ont manifestement sous-estimé leur adversaire. En remettant en cause la légitimité des syndicats, ils ont franchi une ligne rouge.

Dans une carte blanche dans le magazine de la Fedil (paru le 21 juillet), le notable patronal Michel Wurth livre un petit mode d'emploi pour le dialogue social. La première des « règles de conduite » : « Accepter la représentativité des corps intermédiaires ». Suivi par : « Se respecter réciproquement autour de la table et dans l'espace public ». Des injonctions qui semblent s'adresser autant aux organisations syndicales que patronales. Michel Wurth appelle aussi à « ne pas nier les évidences » : « Les paramètres qui influencent notre avenir sont en rupture ». Et de citer le « célèbre Conte [sic] de Lampedusa » (en fait le prince de Lampedusa) : « Il faut que tout change pour que rien ne change ».

Les notables patronaux semblent tous avoir redécouvert l'auteur sicilien décédé en 1957. Carlo Thelen, le cite dans le *Journal* (16 juillet) : « Comme l'écrivait Lampedusa dans *Le Guépard*, 'il faut que tout change pour que rien ne change' ». Le député Laurent Mosar (CSV) l'évoque dans le *Wort* (19 juillet) : « [...] der Prinz von Salina [kommt] vor dem Hintergrund der politischen Umwälzungen des

**Exaltés par la nomination
de Luc Frieden,
les fonctionnaires
patronaux ont pris les
syndicats de haut**

Risorgimento zum Schluss, dass Veränderungen akzeptiert werden müssen, um den Status quo aufrechtzuerhalten. » Selon l'*Enciclopedia Treccani*, le « gattopardismo » désigne l'adaptation de la classe dirigeante à une nouvelle tendance politique, sociale ou économique « pour pouvoir conserver son pouvoir et les privilèges de sa propre classe ».

La situation actuelle donne une impression de déjà-vu. Elle rappelle l'enthousiasme puis la déception que la première coalition LSAP-DP-Déi Gréng avait fait naître dans les milieux entrepreneuriaux. Conçu par Étienne Schneider, le *Spëtzekandidat* le plus *business friendly* jamais désigné par le LSAP, le nouveau bloc libéral semblait initialement exaucer les prières patronales. Des dirigeants de la place financière (et membres du DP) comme Alain Kinsch, Norbert Becker et Kik Schneider corédigeaient les chapitres « Fiscalité » et « Place financière » de l'accord de coalition. L'ancien directeur de la Chambre de commerce, Pierre Gramegna, promettait une « révolution copernicienne » au ministère des Finances et ficelait son premier paquet d'austérité. Mais la cuisante défaite au référendum de juin 2015 mettra un terme aux ardeurs réformatrices. Le *Land* tirait le bilan en 2018 : « Statt endlich zum von manchem erhofften neoliberalen Durchmarsch anzusetzen, versuchte die Koalition panisch, sich bis zu den Wahlen die Sympathien der Wähler zurückzukaufen ». Les milieux libéraux avaient pensé que le problème était Jean-Claude Juncker. Ils se rendaient compte que celui-ci n'était qu'une incarnation parmi d'autres du grand consensus social-chrétien, social-démocrate ou social-libéral, que la rente *offshore* permet (encore) de financer au Luxembourg.

La manifestation syndicale de juin 2025 constitue une césure politique comparable à celle de juin 2015. L'UEL voyait dans l'accord de coalition « une lueur d'espoir ». La Fédération des artisans se réjouissait de la fin de la « hétérogène Dreierkoalition ». Il y a quelques mois encore, elle faisait le panégyrique de Georges Mischo (CSV). « Un ministre du Travail qui s'intéresse vraiment au travail » qui se ferait des « eigenständige Gedanken », notamment en remettant en cause le monopole syndical pour les négociations collectives. « Que cela ait été son intention ou non », Mischo aurait ouvert « une fenêtre d'opportunité ». Elle vient de se refermer. ●



Oliver Halmes

Bad Cop/ Good Cop :
Patrick Dury et
Nora Back, en amont
de la Sozialronn

Via Dolorosa

IIII Pierre Sorlut

Une dynamique politique internationale redonne un (léger) souffle d’espoir pour les Palestiniens affamés par le gouvernement Netanyahu

« Gaza, la faim d’un peuple », titre en Une le quotidien genevois *Le Temps* ce mardi. En photo pleine page, le squelettique Yusuf Abdurrahman Matar, six ans, est porté par sa mère voilée de noir, devant un mur gris. Le même jour, le *Guardian* illustre avec la même famille en souffrance, l’alerte donnée par la plateforme Integrated Food Security Phase Classification (IPC) : « Worst case scenario of famine unfolding in Gaza ». Exceptionnellement, le *Land* publie une photo d’agence en couverture. Elle est tirée de cette série immortalisant la famille Matar réalisée le 25 juillet à Gaza par le photographe Mahmoud Issa. Lundi, l’*AFP*, *Associated Press*, *Reuters* et la *BBC* ont enjoint le gouvernement israélien d’autoriser « l’entrée et la sortie des journalistes ». Leurs correspondants aussi risquent de périr de la famine.

Les informations qu’ils rapportent et les photos qu’ils diffusent rattachent au reste du monde les deux millions de Palestiniens isolés et affamés dans l’enclave de Gaza. Les os de ces enfants percent leur peau comme ils percent maintenant les consciences du monde occidental. Jusqu’à celle du président américain Donald Trump, heurté par ces images reprises vendredi en une du *New York Times*. Sur celle du *Spiegel* (« Gaza, ein Verbrechen ») le même jour, des Palestiniennes, transfigurées par la rage et le désespoir, tendent leurs gamelles à un point de distribution alimentaire. Au Luxembourg, *Le Quotidien* relaie mardi encore, en couverture également, les actes de sensibilisation des ONG locales à la famine utilisée par Israël comme « arme de guerre ». Est notamment cité le Global Movement to Gaza. Son coordinateur au Luxembourg, Patrick Bosch, rassemble une quinzaine de volontaires (il espère des personnalités publiques) pour rejoindre une flottille de navires affrétés par la société civile internationale. L’objectif : prendre le relais d’une action publique déficiente et briser le blocus imposé par Israël sur l’enclave de Gaza où ont déjà succombé plus de 60 000 personnes sous les bombes israéliennes. Cent mille autres ont été mutilées. D’autres attendent la mort de malnutrition.

En ce début de semaine, la France et l’Arabie saoudite ont réuni au siège new-yorkais des Nations unies quelque 120 pays désireux d’avancer sur « la mise en œuvre de la solution à deux États ». Après une introduction du ministre des Affaires étrangères de la France, Jean-Noël Barrot, qui a insisté sur le droit des peuples à l’autodétermination et rappelé le soutien historique apporté par

son pays aux nations israélienne et palestinienne, son homologue luxembourgeois, Xavier Bettel (DP) a listé ses sept déplacements au Moyen-Orient en 18 mois pour justifier son implication. Sous les dorures et le marbre onusiens, le vice-Premier ministre a dénoncé « une situation inexplicable et intolérable ». Dans une intervention à moitié improvisée, il a cité ces membres du gouvernement israélien Bezael Smotrich, Itamar Ben Gvir et « même » Israël Katz qui voudraient « résoudre le problème du logement en occupant la Palestine demain ». Pour Xavier Bettel le problème serait « surtout » pour Israël d’avoir un « Premier ministre (Benyamin Netanyahu, ndlr) silencieux ». « J’ai été dix ans Premier ministre du Luxembourg. Quand un ministre disait quelque chose d’inacceptable, je le rappelais à l’ordre », a témoigné Xavier Bettel devant une centaine d’émis-saires de gouvernements du monde entier.

Xavier Bettel a qualifié le moment « d’important ». « Nous devons donner un espoir à la population palestinienne », a-t-il dit, « car elle risque d’être encore plus vengeresse à l’égard de la population israélienne voisine ». Cela passera notamment par la condamnation des attaques du 7 octobre 2023, l’appel à la libération des otages et au désarmement du Hamas. Tels ont été les critères imposés à l’Autorité palestinienne par une quinzaine de pays occidentaux afin de revigorer la solution à deux États. Le chef de l’Autorité palestinienne Mahmoud Abbas s’est engagé à satisfaire aux demandes formulées par le président français, Emmanuel Macron, et ses alliés (dont le Luxembourg) de ne pas militariser la Palestine, de réformer son système d’éducation (de le déradicaliser) et d’organiser de nouvelles élections. En conséquence, quinze pays occidentaux (dont la France, le Luxembourg, Malte et le Portugal, États de l’UE qui n’ont pas reconnu la souveraineté de la Palestine) se sont unis mardi dans le « New York Call », un appel à reconnaître les États palestinien et israélien. Sont rassemblées dans les trente pages de conclusions les intentions des États signataires ainsi que les démarches à accomplir pour ce *double state building*. Parallèlement à cette initiative, le Royaume-Uni a cette semaine partagé sa décision de reconnaître la Palestine en septembre si Israël ne cessait pas le feu et ne restaurait pas l’aide humanitaire. Une autre manière de faire.

« L’engagement des Palestiniens est énorme. L’engagement des pays arabes, ce sont des choses qu’on n’aurait pas imaginées hier. Donc on ne doit pas



Place Hamilius, mercredi 30 juillet

« Le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères sont alignés sur la question palestinienne. »

Bureau de Luc Frieden

rater ce *momentum*. Aujourd’hui soutenir la Palestine ce n’est pas un acte contre Israël. C’est agir pour un futur en sécurité des générations israéliennes », a conclu Bettel devant ses pairs. Le communiqué officiel formule la position officielle dans un jargon diplomatique laissant la place à un éventuel changement d’orientation d’ici la réunion de l’automne : « Le Grand-Duché de Luxembourg a aujourd’hui la tendance positive de vouloir faire cette marche et de reconnaître l’État de Palestine en septembre. »

Jeudi dernier, Emmanuel Macron avait partagé son vœu de franchir le pas. Le lendemain Xavier Bettel a expliqué sur *RTL Télé* que, informé en amont par son homologue français, il avait recommandé le matin-même en conseil de gouvernement de reconnaître la Palestine lors du sommet des Nations Unies en septembre. Une manière de transmettre la responsabilité au Premier ministre, Luc Frieden (CSV) ? Lors de deux conférences de presse en fin de semaine, le chef du gouvernement a répété que le pays avançait avec la communauté internationale « vers la reconnaissance de la Palestine dans le cadre de la mise en œuvre d’une paix durable ». Cette semaine, ses services confirment au *Land* que « le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères sont alignés sur la question palestinienne ».

D’autres pays devraient « s’engouffrer dans l’appel d’air » en septembre, anticipe, dans un entretien avec le *Land*, Hugh Lovatt, expert du Proche-Orient au European Council on Foreign Relations. Des pays comme la Belgique, qui calque souvent sa politique étrangère sur celle de la France, ou les Pays-Bas, pourraient suivre, bien que les coalitions au pouvoir rendent cette option incertaine. Le Danemark (qui assure la présidence de l’UE

jusqu’à la fin de l’année), tiraillé entre les influences batave et allemande, serait un « grand point d’interrogation ». L’Italie et l’Allemagne resteraient contre cette option. Lundi, à Bruxelles, le collège des commissaires a surpris son monde en proposant aux États membres de stopper les financements aux PME israéliennes postulant aux programmes recherche et développement de l’UE pour éviter que l’argent européen ne serve les desseins meurtriers du gouvernement Netanyahu. Hugh Lovatt relève qu’Ursula von der Leyen, membre de la droite européenne qui a souvent repoussé des mesures contre Israël, a donné son « feu vert ». La proposition serait le signe qu’une « dynamique se crée, même si la mesure proposée est la plus petite que l’on pourrait imaginer », commente l’expert. « Et même cela n’est pas encore acceptable pour une grande partie des États membres », poursuit-il. Ce mardi, des premiers « échanges de vues » au comité des représentants permanents révélés par *Euronews* ont permis d’identifier les forces motrices pour cette révision partielle de l’accord d’association UE-Israël (Pays-Bas, Irlande, France, Luxembourg, Slovaquie, Portugal, Malte Espagne), ses opposants (Hongrie, Bulgarie et République tchèque) et des pays demandant du temps de réflexion (Allemagne, Italie), un délai pour voir si les couloirs humanitaires promis par Benyamin Netanyahu à Kaja Kallas (Haute représentante pour la politique étrangère) sont mis en place. Ils avaient été obtenus quand l’UE envisageait de suspendre partiellement l’accord d’association.

Hugh Lovatt constate que le gouvernement israélien relâche son emprise sur le peuple palestinien lorsqu’il est mis sous pression, a fortiori par les États-Unis, par exemple quand Benyamin Netanyahu avait été contraint à un cessez-le-feu en janvier. Cette semaine, Trump s’inquiète de la famine dans la bande de Gaza et Netanyahu laisse passer des convois humanitaires. Il faudrait néanmoins passer des mesurées à de réelles initiatives. « Pendant des décennies, Israël a pu annexer le territoire palestinien, déplacer la population, se comporter avec impunité tout en renforçant ses liens avec la communauté internationale », relève l’expert. Il conviendrait maintenant d’imposer la menace d’une mise au ban internationale, tel que le boycott infligé à l’Afrique du Sud pendant l’apartheid, pour faire revenir l’opinion israélienne vers un gouvernement privilégiant une solution à deux États. Une voie qui sera longue et douloureuse. ●



Xavier Bettel au siège des Nations unies à New York, mardi 29 juillet

MAE

„Et si Veiner Jongen“

IIII Stéphanie Majerus

Zwischen leichtfüßigen Touristen, Alteingesessenen, Kunstschaffenden und sozioökonomischer Präkarität verankert sich in Vianden ein neues politisches Team

Neben Miss-Tourismus-Kandidatinnen in Cocktailkleidern, deren Gewinnerin im Herbst gekrönt wird, stand Tourismus- und Kulturminister Eric Thill vor zehn Tagen im grauen Anzug am Schwimmbad von Vianden. Der DP-Politiker weihte das 50-Meter-Becken offiziell ein – nun können Badegäste wieder mit Blick aufs Schloss ihre Bahnen ziehen. 2019 ereignete sich hier ein Badeunfall, der allerdings glimpflich endete. Anschließend Untersuchungen ergaben, dass Sanierungen notwendig waren und geschultes Personal die Aufsicht gewährleisten müssten, um für Sicherheit zu sorgen. Der damalige Schöffenrat aber unternahm kaum etwas, die Anlage verwehrte. Das Freibad, das im Sommer 1971 eröffnet wurde, zählte zu seinen besten Zeiten bis zu 1 300 Gäste täglich. Seine Schließung weckte bei vielen Luxemburgern nostalgische Erinnerungen an vergangene Sommertage.

Als vor zwei Jahren einige Einwohner die verlassene Anlage besichtigten, waren sie schockiert: Die Turnschuhe des Bademeisters standen noch da, als wäre das Bad erst am Vortag geschlossen worden. Filteranlagen und Pumpen waren nicht winterfest verstaubt worden und gingen deshalb kaputt. Es war abzusehen, was folgen würde: Die leerstehenden Becken, aus deren Betonritzen bereits Gräser wuchsen, brachten die Gemüter in der Lokalpolitik in Wallung. Mit dem Versprechen, wieder für Badehosen, Bikinis und Badespaß zu sorgen, trat die Bürgerliste „No beim Bierger“ gegen die Liste des damaligen Bürgermeisters Claude Tonino, „Fir ee stoarkt Vianden“, an. Erstere stellt inzwischen acht von neun Mitgliedern des Gemeinderats, einschließlich des Schöffenrats. Einziger politischer Überlebender der alten Garde ist der 63-jährige Jean-Marie Klasen.

Am Dienstagmorgen fahren Gemeindearbeiter mit ihrem Grünschnitt durch die Hauptstraße. Vor dem Empire-Tattoo-Laden läuft eine ältere Frau in Jogginghose mit ihrem schwarzen Shiba Inu vorbei. Zwei Wanderer ziehen an einer Holzbank ihre Pullover aus. Ein holländisches Paar trinkt Kaffee auf der Terrasse der Bäckerei Müller; aus der Backstube dröhnt Techno-Musik. Auf der gegenüberliegenden Straßenseite steht ein Haus zum Verkauf – 345 Quadratmeter für 650 000 Euro. Die vergleichsweise niedrigen Preise ziehen seit den 1980-er-Jahren eine Künstler-Bohème nach Vianden – etwa zehn Ateliers sind entstanden. In der Bahnhofstraße sitzt Zahree Veerman in seinem Atelier und zeichnet Schwarz-Weiß-Bilder. „In Vianden zu wohnen ist, als wäre jeder Tag Urlaub“, sagt er.

Vor sieben Jahren ist Zahree Veerman von Clerf nach Vianden gezogen – beide Städte seien nicht vergleichbar: „Vianden ist hell, das Schloss klebt absurd überdimensioniert am Hang, die Einwohner sind speziell – im besten Sinne des Wortes – und gehen ihrem Kunsthandwerk nach: sie imkern, legen Weinberge an, brennen Nusschnaps.“ Anders als in Clerf leben in Vianden viele alteingesessene Familien – sozusagen Clans. „Aber das Gemeinschaftsgefühl übertrumpft das Konfliktpotenzial, das merkt man an den vielen Freiwilligenprojekten.“ Er selbst ist im Verein *Viart* aktiv, der an Pfingsten die „Viandener Konschtour“ organisiert. Clanstrukturen schlagen sich auch in der Folklore nieder. Jährlich ziehen im November, am Martinstag, Dutzende Frauen, Männer und Kinder aus Vianden und Umgebung mit brennenden Fackeln durch das Städtchen. Es handelt sich um ein Ritual, das als eine Art symbolisches Gefecht zwischen der „Ennichtgaass“ östlich der Our und der „Iewischtgaass“ westlich des Flusses inszeniert wird

Ein finanzielles Rückgrat bildet die kommunal geführte Seilbahn, die jährlich etwa 400 000 Euro Gewinn erwirtschaftet

– am Ende vereinen sich beide Gruppen im Ortskern. Dabei werden volkstümliche Lieder angestimmt.

Keine Majorzgemeinde des Landes erzielt ein derart üppiges Einkommen durch den Tourismus wie Vianden. Rund 600 000 Besucher zählt der Ort jährlich, 260 000 Eintrittstickets werden allein am Schlosseingang verkauft. Das Schloss wird zwar staatlich geführt, aber die Gemeinde profitiert durch verschiedene Abgaben. Etwa 300 000 Euro fließen jährlich aus Touristenabgaben in die Gemeindekasse. Parkuhren und die Campinganlage bringen zusätzlich rund 200 000 Euro ein. Ein weiteres finanzielles Rückgrat bildet die kommunal geführte Seilbahn, die jährlich etwa 400 000 Euro Gewinn erwirtschaftet. Diese Zahlen nennt Bürgermeister Francis (François) Weyrich, der im Rathaus sitzt: zerzauste graue Haare, orangefarbene Schuhe, Brille. Er geht auch die Kosten für das neue Schwimmbad durch – rund 10 Millionen Euro, die Hälfte davon übernimmt der Staat. Weitere laufende oder geplante Projekte sind: die Jugendherberge, die im nächsten Jahr mit 120 Betten öffnen soll und ein neues Parkhaus mit ebenfalls 120 Stellplätzen. „A mir müssen unbedingt eng nei Maison Relais bauen, déi kascht d’Gemeng ëm déi 15 Milliounen“, sagt Weyrich. Kritiker werfen ihm vor, dem Schwimmbad gegenüber dieser Bildungseinrichtung den Vorrang gegeben zu haben. Weyrich räumt ein, dass sich der Bau der *Maison Relais* verzögert habe: „Aber wir haben – im Gegensatz zum vorherigen Gemeinderat – einen verkehrsberuhigten Standort näher an der Schule gesucht und gefunden“.

Heute sitzt Francis Weyrich ganz selbstverständlich an einem fünf Meter langem Holztisch unter einer gewölbten Decke im Rathaus; der Einzug verlief aber nicht reibungslos. Kurz nach den Wahlen stieß der scheidende Bürgermeister Claude Tonino eine Untersuchung an, wie *RTL* berichtete. Er äußerte Zweifel daran, ob Weyrich und Paul Petry tatsächlich ihren Hauptwohnsitz in Vianden haben. Das Innenministerium überprüfte daraufhin die Wohnsitze der Kandidaten und gab schließlich grünes Licht. „Ech drénken all Moien hei mäi Kaffi“, sagt Weyrich gegenüber dem *Land*. Am Wochenende jedoch wohne er in Körperich, auf der anderen Seite der Grenze. Der Zweitwohnsitz habe sich ergeben, als er sein Dachdeckerunternehmen in Vianden aus Platzgründen nicht erweitern konnte – nun habe der Betrieb zwei Standbeine.

Paul Petry ist wie seine Schwester und sein Bruder im Hotelgewerbe in Vianden tätig. Von den 837 gültigen Stimmzetteln, kassierte er 586 Stimmen. An zweiter Stelle folgt Weyrich mit 484 Stimmen. Die beiden werden sich das Bürgermeisteramt im Dreijahresturnus teilen. Mehr als jeder zweite Wahlberechtigte stimmte für Weyrich und Petry. Warum? In der Hauptstraße geben fünf Einwohner eine Einschätzung ab: Sie seien bodenständige Unternehmer, wüssten, wie man mit Personal umgeht. „Et si Veiner Jongen“. Und sie seien präsent – bei Konzerten und Vernissagen. Hat die Wohnsitzfrage diese Wahlberechtigte ins Grübeln gebracht? Eher nicht: „Durch ihren Unternehmenssitz sind sie sowieso die meiste Zeit hier“, meint eine Dame. Andere hatten nicht von der Polemik gehört. Könnte es Interessenkonflikte rund um ihre Unternehmertätigkeit geben? Wenn die Gemeinde den Tourismus fördere, sei das natürlich für die Familie Petry interessant, analysiert ein Einwohner. Vom Tourismus aber profitiere die gesamte Gemeinde – und es sehe nicht danach aus, als plane Paul Petry, sein Geschäft auszubauen. François Weyrich wiederum sieht für sich keinen Vorteil im Amt: „Mein Dachdeckerunternehmen darf sich, seit ich das Amt übernommen habe, nicht mehr auf Ausschreibungen bewerben.“



„Das Schloss klebt absurd überdimensioniert am Hang“, so der Einwohner Zahree Veermann



Das Freibad
vor den
Renovierungs-
arbeiten

[Fortsetzung von Seite 7]

Im Schatten der beeindruckenden Tourismuszahlen tauchen einige Indikatoren auf, die die Gemeinde unter Handlungsdruck setzen dürften. Laut dem Register der IGSS stammen 25 Prozent der Kinder, die die Schule in Vianden besuchen, aus Familien, in denen mindestens ein Elternteil in sogenannter *précarité professionnelle* lebt (Stand 2021). Das ist der höchste Wert im ganzen Land – der nationale Durchschnitt liegt bei 12,7 Prozent. Auch das Medianeinkommen ist vergleichsweise niedrig: Es beträgt in Vianden lediglich 3 518 Euro pro Monat. Wiltz hat mit 3 167 Euro den niedrigsten Wert, in Niederanven liegt er bei 6 659 Euro (Stand 2023). Der Sprachindex des Liser zeigt zudem, dass Vianden im unteren Drittel rangiert. Das bedeutet, der Anteil der Kinder an der Viandener Schule, die weder Luxemburgisch noch Deutsch als erste oder zweite Sprache sprechen, ist vergleichsweise hoch. Laut den Zahlen der Gemeinde besitzen 50 Prozent keinen luxemburgischen Pass. 30 Prozent besitzen einen portugiesischen Pass, gefolgt von 2,25 Prozent die einen französischen besitzen (Stand 2024). Vianden zählt über 2 200 Einwohner, aber nur die Hälfte konnte bei den letzten Gemeindewahlen ihren Stimmzettel abgeben.

Wie will die Gemeinde sprachlichen Bildungsbenachteiligungen entgegenwirken? Bürgermeister Weyrich erklärt im Rathaus, in drei Jahren soll die Alphabetisierung in französischer Sprache angeboten werden. Auf der gegenüberliegenden Seite des Rathauses liegt die Ourdaller Bücherei gut erreichbar an der Hauptstraße. Vielleicht hat sie ein Angebot, das Kinder spielerisch an Sprachen und ans Lesen heranführt. „Unsere Bibliothek wird ehrenamtlich geführt. Jedes Kind und jeder, der gerne liest, ist willkommen. Aber wir haben keine Kapazitäten um Bildungsprojekte zu stemmen“, erklärt die Bibliothekarin Anita Eydt-Schmit. Im Rahmen des Gemeindepaktes Vivre Ensemble soll in den kommenden Monaten eine Vollzeit-Stelle entstehen; ein Neuestellter muss sich dann unter anderem mit Fragen der sozioökonomischen Prekarität befassen.

Vianden hat im Vergleich zu anderen Gemeinden keine junge Geschichte. Archäologische Funde belegen, dass das Gebiet bereits in römischer Zeit besiedelt war und sich im

Ourtal ein Verkehrsknotenpunkt entwickelt hatte. Allerdings gewann der Ort erst im 11. Jahrhundert mit der Entstehung der Grafschaft Vianden an politischer Bedeutung: Als eine der mächtigsten Adelsfamilien der Region – mit Verbindungen zum deutschen Kaiserhof und zu französischen Königen – errichteten die Grafen von Vianden auf dem Felsplateau eine Burganlage. Im Jahr 1417 fiel die Grafschaft durch Erbschaft an die Herzöge von Nassau, später an das Haus Oranien-Nassau. Die Burg verfiel seitdem zunehmend, da Vianden seine politische Eigenständigkeit verlor und die strategische Bedeutung der Anlage schwand. Vianden selbst entwickelte sich zu einem bescheidenen Handwerkerzentrum, in einem Geschichtsbuch von 1845 wird erwähnt, dass vor allem Gerber in der Stadt lebten. Mitte des 20. Jahrhunderts wurden in Vianden Sivi-Kühlschränke hergestellt, in den Siebzigern wurde die Fabrik von Electrolux aufgekauft und 1997 geschlossen. Industriegewerbe ist seitdem passé. Die verfallene Burg wurde 1977 vom luxemburgischen Staat von der Familie Nassau-Weilburg erworben und unter der Schirmherrschaft von Großherzog Jean umfassend restauriert.

Bereits 20 Jahre zuvor hatte sich der Ort zu einem lokalen Tourismuszentrum entwickelt. Als die Seilbahn im Jahr 1955 eingeweiht wurde, sparte das Wort nicht an Lob, der Sessellift sei eine „bahnbrechende Neuerung unseres nationalen Tourismus“. Die Viandener, die mit dieser Innovation das Land überraschten, wurden als „gastfreundlich“, „strebsam“ und „zielbewusst“ beschrieben. Vianden sei ein „sagenumwobenes Städtchen“, eine „herrliche, verträumte Perle an der Our“. Zugleich erinnerte man an den französischen Schriftsteller Victor Hugo, der einst in Vianden lebte: „Wo heute der letzte Stahlmast der Sesselbahn im Beton verankert ist, pflegte der Titan zu verweilen.“ Nachdem der Franzose zunehmend liberalere Ansichten in Fragen wie sozialer Ungerechtigkeit, Pressefreiheit und der Abschaffung der Todesstrafe vertreten hatte, musste er sein Heimatland verlassen und verbrachte rund 19 Jahre im Exil. 1871 gewährte ihm Luxemburg politisches Asyl. In einer später schriftlich festgehaltenen Ansprache an Viandener Musiker, nach einer musikalischen Darbietung im Garten des Hotels Koch im Juli 1871, prophezeite er: „Aujourd'hui, dans son paysage splendide que viendra visiter un jour toute l'Europe, Vianden se compose de deux choses égale-

Das Medianeinkommen beträgt in Vianden lediglich 3 518 Euro pro Monat. Wiltz hat mit 3 167 Euro den niedrigsten Wert

ment consolantes et magnifiques, l'une sinistre, une ruine, l'autre riante, un peuple.“

An der prophezeiten Tourismuswelle hat auch Jean-Claude Hollerich sein Taschengeld verdient. In Vianden, wo er aufwuchs, verkaufte er als Jugendlicher Pommes in der Nähe des Sessellifts. „Ich hatte nicht genug verdient, um auf Reisen zu gehen. Also kaufte ich mir einen Plattenspieler“, erinnerte er sich im Radiosender *Radio Essentiel*. In Vianden seien seine Eltern nicht zur Messe gegangen, aber er sei hingegangen – wie alle Kinder seines Alters. Prozessionen und große Liturgien hätten ihn geprägt, wie er in der Sendung *Gëlle Fro* erzählte; sie lösten bei ihm in jungen Jahren ein religiöses Erweckerlebnis aus. Am Tag nach seiner Priesterweihe feierte Hollerich Ende April 1990 seine erste Primiz (heilige Messe) in Vianden, allerdings im Festsaal, da die Trinitarierkirche wegen Renovierungsarbeiten geschlossen war. Als Hollerich 2011 zum Erzbischof geweiht wurde, war die Kirche renoviert, und ihr Chor sang nun: „Sëdd wëllkomm wéi ee Frënd, dee vum Härgott kënnt.“

Mit Stolz habe man im Ourtal reagiert, als bekannt wurde, dass ein „Veiner Jong“ zum neuen Erzbischof geweiht werden sollte, wird Metty Weyrich auf *mywort.lu* zitiert. Der mittlerweile Verstorbene war Präsident der lokalen Kirchenfabrik und Vater des heutigen Bürgermeisters. Francis Weyrich hat inzwischen die Präsidenschaft der Kirchenfabrik übernommen und steht regelmäßig mit Hollerich in Kontakt. Er erhofft sich eine Synergie zwischen der neuen Jugendherberge und dem Bistum, wie internationale Treffen junger Katholiken. Der neugeweihte Bischof und ehemalige Pommesverkäufer mahnte seinerseits in der Trinitarierkirche 2011: „Ich will nicht, dass Vianden nur eine Touristenattraktion ist. Es soll ein Ort sein, an dem Menschen glücklich sein können und sich füreinander engagieren.“

Dem *Land* wird geraten, den pensionierten Lehrer Nico Walisch anzurufen, wenn es mehr über lokale Solidarität erfahren möchte. Denn nach Victor Hugo kamen erneut politische Flüchtlinge nach Vianden. Derweil leben sechs Familien in Vianden: Venezolaner, Somalier, Syrer. Die katholische Aktionsgruppe *Reech eng Hand* besteht aus sechs Freiwilligen, die sich bemühen, die in Vianden lebenden Flüchtlinge in das Dorfleben zu integrieren. „Wir laden sie beispielsweise zur Martinsfeier ein, versuchen ihnen den Brauch zu erklären oder organisieren Unterhaltungsnachmittage“, so Nico Walisch. Administrativ seien die Flüchtlinge gut vom Staat versorgt, „mee et feelt e bëssen un Ambiance an hierem Alldag“, sagt er. Nach Beginn des Ukrainekriegs im Jahr 2022 waren bis zu 60 Betten der alten Jugendherberge belegt. Damals entstand zwischen den Ukrainern sowie den lokal Engagierten ein so enges Band, dass die Gruppe „Nei Veiner Ukrainer“ genannt wurde. Inzwischen ist die rund 60-köpfige Flüchtlingsgemeinschaft vom Familienministerium zum Wegzug bewegt und verstreut worden. Eine Entscheidung, die die damalige Bürgermeisterin Gaby Frantzen-Heger und Nico Walisch im Wort als „Entwurzelung“ kritisierten.

Inzwischen hat auch die DP – in Person von Eric Thill – ihre Sympathie für den Ardennerort entdeckt. Der Nord-Politiker reiste Ende Juli nicht nur zur Einweihung des Freibads an, sondern war zudem am vergangenen Wochenende beim Mittelalterfest zu Gast. In der ersten Ausgabe 2025 des *Gemengebuert* ist der Kultur- und Tourismusminister gleich viermal abgebildet: bei einem Gedenktag zur Befreiung Viandens durch US-Streitkräfte im Februar 1945, bei der Einweihung des kleinen Schwimmbeckens im Herbst, beim Umzug der Ourdall-Bibliothek in die Hauptstraße im Juli, sowie bei der Vorstellung des für diesen Sommer geplanten Gravelbike-Rennens. Im vergangenen Jahr ist Bürgermeister Francis Weyrich der DP beigetreten. Es zeigt sich: Nationalpolitik ist zugleich auch Gemeinde- und Parteipolitik. ●

Trafic à l'ACD

IIII Pierre Sorlut

Un fonctionnaire en retraite de l'Administration des contributions directes (ACD) a été condamné début juillet à 200 heures de travail d'intérêt général pour avoir vendu son expertise en matière de déclarations d'impôts... y compris à certains de ses administrés à Esch-sur-Alzette... parfois en mentant sur les revenus, au préjudice de l'État. Le jugement sur accord rendu le 8 juillet révèle l'ampleur de la pratique, mais aussi son impunité dans l'administration fiscale. Raymond H.* a travaillé 39 années durant au bureau d'imposition d'Esch, de 1981 à 2020. Il a été dénoncé au parquet en juin 2019 par le commissaire de gouvernement adjoint chargé de l'instruction disciplinaire. Ce dernier enquêtait après la dénonciation d'une jeune collègue en 2018.

Le parquet avait vu l'opportunité d'instruire à son tour. Il reprochait à Raymond H. d'avoir exercé l'activité d'expert-comptable en établissant contre rémunération les déclarations fiscales de dizaines de personnes et en procédant par la suite à l'imposition des dossiers de certaines d'entre elles dans le cadre de sa fonction de préposé faisant fonction du bureau d'imposition Esch 2/3. En décembre 2006, le fraîchement nommé directeur de l'ACD Guy Heintz avait pourtant rappelé à ses ouailles l'interdiction de jouer les

experts-comptables, une interdiction « qui ne semble pas être observée par l'ensemble des fonctionnaires ». Un système de maquillage de comptes de sociétés au début des années 2000 avait mené un patron de fiduciaire et un fonctionnaire du fisc en prison, rappelle *Reporter* ce mardi.

« Cette interdiction ne concerne pas seulement de pareils travaux au profit de contribuables relevant du service ou du bureau auquel est affecté le fonctionnaire », avait précisé le directeur. « Afin de remédier à ces comportements absolument intolérables », Guy Heintz avait instauré l'obligation aux agents de demander aux contribuables d'informer sur l'identité du conseiller fiscal le cas échéant. Le juge d'instruction avait interrogé Raymond H. sur sa connaissance de ces règles : « Jo mee et huet keen se respektieert. Verschiddener hunn souguer fir den LCGB geschafft an d'Stéieren fir hier Clienten gemaach », avait répondu le fonctionnaire. Interrogé, un de ces collègues avait lâché : « Et wua allgemeng bekannt daat hien Stéiererklärungen gemaach huet ». La même circulaire avait instruit en outre aux agents de l'ACD de signaler tout manquement.

Dans la même ligne, la direction de l'ACD avait, en 2015, introduit le « principe des quatre yeux ». Les dé-

cisions sont initiées et approuvées par deux personnes différentes pour mieux prévenir la fraude et les erreurs. « Jomme d'Konsequenzen waren mir net bewosst, ech wollt dat schnell maan an ech hunn mir naischt schlimmes dobai geduecht », avait commenté Raymond H. pendant l'enquête. La police a relevé des dizaines de paiements pour services rendus entre 2015 et 2019, la période visée par le parquet. Parfois, en nature, contre du vin. Des clients vivaient dans la même résidence. À deux reprises, il avait aussi drastiquement sous-estimé le bénéfice taxable de sociétés. Le parquet l'a poursuivi pour corruption et trafic d'influence, « d'avoir en tant que personne chargée d'une mission de service public, reçu directement pour lui-même des dons (...) en vue de faire obtenir de l'ACD des décisions favorables, à savoir une imposition moindre ». Le tribunal a finalement retenu seulement les chefs de défaut d'autorisation d'établissement et de prise illégale d'intérêts. Pour prononcer sa peine, les juges ont tenu compte à la fois de « la gravité des faits, de l'absence d'antécédents, de l'absence d'enrichissement important et de l'absence de risque de récidive », dans la mesure où l'inculpé est à la retraite. ●

* Son identité est connue de la rédaction

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Abwicklung

Nach den Wahlen 2023 begann der *Lëtzeburger Bauer*, eine besinnliche Geschichte zu erzählen: Von Landwirtschaftsministerin Martine Hansen und ihrem Vetter, EU-Kommissar für Landwirtschaft Christoph Hansen. Wie sie Woche für Woche landwirtschaftliche Anwesen, landwirtschaftliche Ausstellungen, landwirtschaftliche Versammlungen besuchten. Bald volksnah, bald wichtigtuerisch. Wie sie vor Bäuerinnen, Lobbyisten, Experten mit Sachverstand und Verständnis glänzten. Helden, die die Landwirtschaft erlösten von grünen Verbotspolitikerinnen, sozialdemokratischen Schönrednern.

Dann wurde die Idylle zwischen den CSV-Politikern und der Bauernzentrale ein erstes Mal getrübt. Als Premier Luc Frieden in der Erklärung zur Lage der Nation ankündigte, das Freihandelsabkommen Mercosur gutzuheißen. Das müssen die Hansens nun den Bauern schmackhaft machen: Wenn die USA die Einfuhrzölle erhöhen, werden Autoexporte nach Südamerika wertvoller als Protektionismus für Bauern.

Dass Luxemburgs Kommissar in Brüssel für Landwirtschaft zuständig wurde, weckte in den Dörfern Stolz und Zuversicht. Doch nun soll es seinem Agrarressort ergehen wie Nicolas Schmits Sozialressort.

Raffaele Fitto von den Fratelli d'Italia ist Vizepräsident der Kommission. Er ist Christoph Hansens Chef. Er ist verantwortlich für Kohäsion und Reformen. Darunter für die Wettbewerbsfähigkeit, Resilienz und Nachhaltigkeit des Lebensmittel- und Agrarsektors. Der italienische Neufaschist und der Luxemburger Rechtsliberale haben einen historischen Auftrag: Sie sollen die Gemeinsame Agrarpolitik abwickeln. Für mögliche Bauernproteste sind Zugeständnisse eingepreist.

1952 verstrickte die Union von Kohle und Stahl die deutsche Rüstungsindustrie mit der französischen. Um einem weiteren Weltkrieg vorzubeugen. 1962 sicherte die Gemeinsame Agrarpolitik mit öffentlichen Aufkäufen, Exportzuschüssen billige Lebensmittel also billige Lohnkosten in der Industrie. Noch 1985 gingen drei Viertel des EWG-Haushalts in die Landwirtschaft.

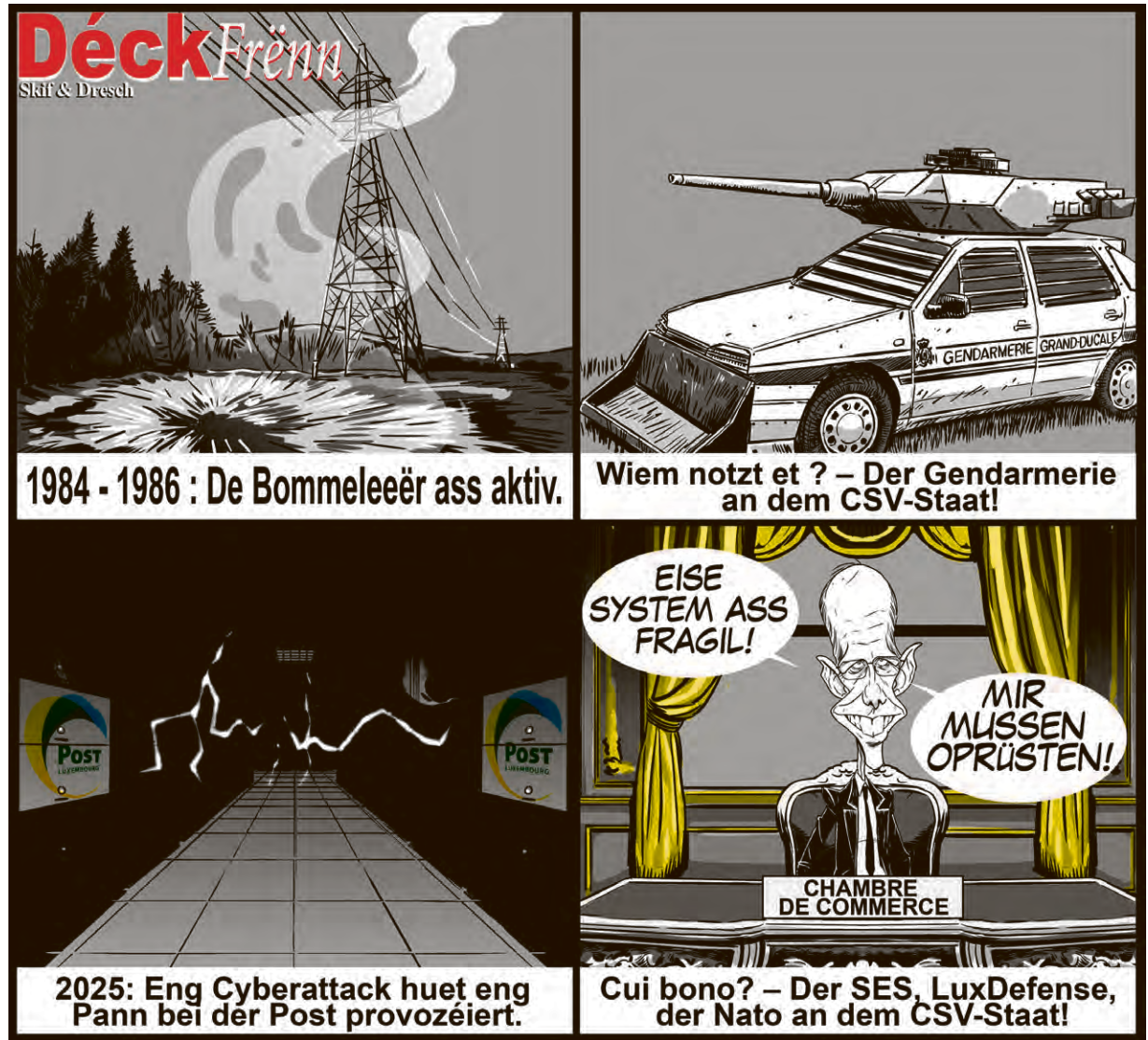
Die Reformen der Gemeinsamen Agrarpolitik von 1992, 2000, 2003, 2008, 2013, 2023 deregulierten den Agrarmarkt: Vom Familienbetrieb zum Agrobusiness. Zum Ausgleich gab es Direktzuschüsse für die Betriebe, für Strukturpolitik im ländlichen Raum. Heute geht ein Viertel des EU-Haushalts in die Landwirtschaft. Morgen haben Künstliche Intelligenz, Rüstung Vorrang.

Vor zwei Wochen stellte die Europäische Kommission ihren Mehrjährigen Finanzrahmen vor. Sozial selektiv soll er die Mittel für die Landwirtschaft um 22 Prozent kürzen. Ab 2028 das Ende der Gemeinsamen Agrarpolitik organisieren: Derzeit verwaltet Christoph Hansen die beiden Budgetsäulen Direktzuschüsse und ländlicher Raum. Nun sollen die Agrarmittel in Raffaele Fittos großem Nationalen und regionalen Partnerschaftsfonds verschwinden. Die Verwendung in den Mitgliedsländern will die Kommission mit jeder einzelnen Regierung aushandeln.

„À terme, il est à craindre que dans ses négociations avec les États, la Commission puisse exiger des réformes structurelles en échange du versement des fonds. Cette dérive rappelle les mécanismes ‘d’ajustement structurel’ que l’on croyait relégués aux années de plomb de la ‘troïka’.” Warnt der Europaabgeordnete David Cormand (*Le Monde*, 26.7.25).

Die Bauernzentrale gibt dem grünen Abgeordneten recht: „Ein Bruch mit der bewährten Zwei-Säulen-Struktur bedeutet keinen Fortschritt, sondern eine neoliberale Kahlschlagpolitik auf dem Rücken der europäischen Landwirtinnen und Landwirte“ (Pressemitteilung, 18.7.25).

Landwirtschaftsministerin Martine Hansen beklagt einen „große[n] Schritt in die falsche Richtung“. Doch muss sie den Vetter, die CSV im Ösling retten: „Ich bin mir sicher, dass unser EU-Kommissar Christophe Hansen stark dafür gekämpft hat, dass die Gemeinsame Agrarpolitik überhaupt noch einen eigenständigen gesetzlichen Rahmen behalten wird“ (*Lëtzebuurger Bauer*, 18.7.25). Er habe gezögert, sich selbst abzuschaffen. ● ROMAIN HILGERT





Der Pride-Day 2025
in Esch-Alzette

Stagnation

IIII Claire Barthelemy

Luxemburgs LGBTIQ+-Rechte: Arbeitsgruppen statt Gesetze

Dieses Jahr feierte Luxemburg das zehnjährige Jubiläum der Legalisierung der gleichgeschlechtlichen Ehe, ein Meilenstein für die Anerkennung der queeren Gemeinschaft. Seitdem stagnierte die rechtliche Entwicklung jedoch. So sehr sogar, dass Luxemburg in nur wenigen Jahren vom 3. auf den 10. Platz auf der Rainbow Map der International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) abgerutscht ist. Kann der überarbeitete nationale LGBTIQ+ Aktionsplan das ändern?

Nicht weniger als 147 Aktionen sieht der überarbeitete nationale Aktionsplan zur Förderung der Rechte von LGBTIQ+-Personen vor. Die Vereine Rosa Lëtzebuerg und Trans & Intersex Luxembourg begrüßten vor allem das geplante Verbot von Konversionstherapien. Es handelt sich hierbei um Maßnahmen, die zum Ziel haben, die sexuelle Orientierung oder Geschlechtsidentität eines Menschen zu unterdrücken oder zu verändern. Auch soll ein neutraler Geschlechtseintrag in Ausweisdokumente nicht-binärer Personen ermöglicht werden und in Dokumenten soll nur dann ein Geschlecht angegeben werden, wenn es auch relevant ist. Für Regenbogenfamilien gibt es rechtliche Fortschritte: Gleichgeschlechtliche Eltern sollen künftig beide als offizielle Elternteile anerkannt werden, auch bei Kindern, die durch medizinisch unterstützte Fortpflanzung oder durch Leihmutterchaft im Ausland geboren wurden.

Die NGO Trans & Intersex Luxembourg begrüßt diese Maßnahmen, das „starke Engagement der Regierung“ und die „die Zusammenarbeit zahlreicher Ministerien.“ Doch Trans & Intersex Luxembourg genau wie Rosa Lëtzebuerg sehen in dem neuen Aktionsplan zwei große Versäumnisse.

Transmenschen sind nach wie vor immer noch auf ein psychiatrisches Gutachten angewiesen, um Zugang zu Gesundheitsleistungen wie Hormonbehandlungen und Chirurgische Eingriffe zu erhalten. Es werde weiterhin an Bedingungen festgehalten, „die der Selbstbestimmung widersprechen“, so heißt es von Rosa Lëtzebuerg. Trans & Intersex Luxembourg erinnert, dass dieses psychiatrische Gutachten keine medizinische Grundlage hat, und dass die meisten betroffenen Person keine psychischen Erkrankungen haben und deswegen auch keine psychiatrische Behandlung benötigen. Außerdem gäbe es in Luxemburg bereits einen Mangel an Psychiater:innen für Menschen, die wirklich auf diese Hilfe angewiesen sind.

Hinzu kommt, dass ein psychiatrisches Gutachten manchmal ein langwieriger, oft belastender und erniedrigender Prozess

*Ein psychiatrisches
Gutachten ist manchmal
ein langwieriger, oft
belastender und
erniedrigender Prozess*

ist, da trans Menschen dabei häufig sehr intime Fragen über sich ergehen lassen müssen.

„Wir hören abstruse Sachen, dass die Leute Stereotypen erfüllen müssen“, so Dr Erik Schneider, Facharzt für Psychiatrie und Psychotherapie und Sprecher von Intersex & Transgender Luxembourg. Er erinnert sich an einen Trans-Mann, dessen Arzt sich über seine sexuelle Orientation erkundigte. Als er sagte, er stehe auf Männer, fragte ihn der Arzt, auf welchen Typ Mann er denn stehe. Der Trans-Mann nannte ein paar bekannte Schauspieler. Da es sich um cis-hetero Männer handelte, schloss der Arzt daraus, dass der Trans-Mann dann ja dann eigentlich doch eine Frau sein wollte. Das, obwohl sexuelle Orientierung und Geschlechtsidentität ja unterschiedliche Konzepte sind. „Das ist noch nicht überall angekommen“, bedauert Erik Schneider. „In den Schulen lernen unsere Kinder und Jugendliche, wir sollen bitte von den Stereotypen wegkommen. Aber in der Psychiatrie müssen sie die bitte übererfüllen, vor allem wenn sie trans sind“, so Dr Erik Schneider.

Dies sei auch eine schwierige Hürde für nicht binäre Personen. „Sie müssen sich entweder selbst verleugnen oder sich gegenüber den Ärzten verstellen und lügen.“ Er nennt als Beispiel eine nicht binäre Person, der bei der Geburt das weibliche Geschlecht zugewiesen wurde, und die eine kleine Dosis Testosteron nehmen möchte, um eine tiefere Stimme zu bekommen, sich aber keinen Bartwuchs wünscht. „Wenn diese Person das so offen und transparent sagen würde, würde sie nie eine Bescheinigung kriegen“, so Schneider. Denn sie entspreche dann nicht den gängigen Stereotypen einer Transperson.

Für manche Menschen sei der Prozess des Gutachtens so belastend und demütigend, dass sie hinterher psychologi-

sche Unterstützung in Anspruch nehmen müssen. Der Staat zahle also für die Behandlung gesunder Menschen, die dann nachher wieder aufgefangen werden müssen. „Warum hält Luxemburg an dieser Rückständigkeit fest?“ fragt Dr Erik Schneider.

Yuriko Backes kündigte nach der Veröffentlichung LGBT-QIA+ Plan an, dass eine Arbeitsgruppe unter der Leitung von Gesundheitsministerin Martine Deprez über dieses Thema diskutieren werde. In Irland, Dänemark, Portugal und auch in Deutschland wurden jedoch bereits Selbstbestimmungsgesetze eingeführt.

Eine weitere Priorität von Rosa Lëtzebuerg und Trans & Intersex Luxembourg war das Verbot geschlechtsverändernder Operationen an intersexuellen Kindern, also Kinder die mit einer Kombination männlicher und weiblicher biologischer Geschlechtsmerkmale geboren wurden. Dieses Verbot wurde nicht im überarbeiteten Aktionsplan festgehalten. Man wolle erstmal rechtliche Rahmenbedingungen anderer EU-Länder analysieren und auch hier eine Arbeitsgruppe einrichten.

Laut einer Studie der Agentur der Europäischen Union für Grundrechte (FRA) von 2023, die auch im LGBTIQ+ Aktionsplan erwähnt wird, werden queere Menschen in Luxemburg immer noch diskriminiert und sogar angegriffen. Die Hälfte der Befragten gaben an, im Jahr vor der Studie belästigt worden zu sein. In den Schulen sind die Zahlen noch erschreckender: 68% aller Befragten geben an, dort Mobbing, Spott, Hänseleien, Beleidigungen oder Drohungen ausgesetzt gewesen zu sein. Es kommt dazu, dass queere Menschen aus Angst ihr Verhalten verändern: laut der Studie vermeiden 48% „oft oder immer das Händchenhalten mit ihrem gleichgeschlechtlichen Partner.“

Diese Realität ist nach wie vor eine Belastung für queere Menschen, das findet auch Erik Schneider. Doch trans und nicht-binäre Menschen leiden sehr unter den systemischen Hindernissen, die ihnen in den Weg gelegt werden, so Schneider. „Der Hate Speech wird sehr in den Vordergrund gestellt, und in meinen Augen ist da so eine ungleiche Gewichtung gegenüber den Belastungen, die die Psychiatrie bewirkt.“

Den Rückstand im Ilga-Ranking wird Luxemburg sobald nicht vollständig aufholen, dafür fehlt es schlicht an gesetzlichen Schritten. Über verschiedene Anliegen werde nun schon seit einem Jahrzehnt in Arbeitsgruppen diskutiert, es wäre „an der Zeit, dass auf Analyse und Diskussion endlich verbindliches politisches Handeln folgt“, so Rosa Lëtzebuerg.

In der westlichen Welt geraten LGBTIQ+ Rechte wieder zunehmend unter Druck. Rechte von trans und nicht-binären Menschen werden in den USA, aber auch in Ungarn und Großbritannien abgebaut. Luxemburg ist von diesem Rechtsruck nicht verschont. Gerade jetzt wären konkrete Maßnahmen ein wichtiges Signal: Sie würden queeren Menschen Schutz bieten und zugleich ein internationales Zeichen für Menschenrechte setzen. ●

„Nicht in meinem Namen“

IIII Interview: Frédéric Braun

Der Escher Rabbiner Alexander Grodensky hat einen Brief zur Lage in Gaza co-signiert – und das Schweigen gebrochen. Ein Gespräch über Israel, Antisemitismus und jüdische Verantwortung

Land: Herr Grodensky, Sie haben letzte Woche, als Rabbiner der liberalen jüdischen Gemeinde, einen Brief zur Lage in Gaza unterzeichnet, in dem Israels Existenzrecht betont wird, aber auch Kriegsverbrechen, Hunger als Waffe und die Gewalt militanter Siedler deutlich verurteilt werden (siehe Seite 12). Was hat Sie dazu bewogen, diesen Aufruf zu unterstützen? Und haben Sie das mit Ihrer Gemeinde abgesprochen?

Alexander Grodensky: Das ist keine offizielle Position der liberalen jüdischen Gemeinde, und es gab dazu auch keine Absprache mit dem Vorstand. Das war meine persönliche Entscheidung. Natürlich bin ich als Rabbiner keine Privatperson, ich spreche immer auch in meiner Funktion. Die Gemeinde will zu politischen Themen – insbesondere zu Israel – keine Stellung beziehen. Ich stehe hinter dieser Haltung. Ob es langfristig möglich ist, sich völlig neutral zu verhalten, weiß ich nicht. Es ist schwer zu sagen, wie wir als Gemeinschaft zu diesem Thema stehen. Wir machen keine Umfragen, keine Abstimmungen. Einer der Initiatoren des Briefes ist ein guter Freund von mir, wir haben zusammen studiert. Als ich unterschrieben habe, waren es 380 Unterzeichner, inzwischen sind es über tausend.

Wie waren die Reaktionen auf Ihre Unterschrift?

Es gab Unterstützung – und zwar auch von Personen, bei denen ich überrascht war. Aber natürlich gab es auch Kritik. Manche waren nicht glücklich darüber, weniger weil sie das israelische Vorgehen befürworten, sondern weil sie generell der Meinung sind, ein Rabbiner solle sich öffentlich nicht äußern. Da spielt die Sorge mit, dass solche Stellungnahmen von Antisemiten instrumentalisiert werden. Das ist ein verständlicher

„Was jetzt in Gaza passiert, hat eine Grenze erreicht. Man muss sich dann zumindest positionieren“

Alexander Grodensky



Sven Becker

Reflex. Die Leute sind vorsichtig – aus emotionalen, aber auch historischen Gründen. Aber insgesamt ist es ruhig geblieben.

Der *New York Times* Kolumnist Ezra Klein sprach kürzlich von einem Bruch mit der alten Maxime der Diaspora: „Was gut für Israel ist, ist gut für die Juden.“ Teilen Sie diesen Eindruck?

Tja – was ist denn „gut für Israel“? Ist das, was die derzeitige Regierung dort tut, gut für Israel? Das ist genau der Punkt. Israel ist ein demokratischer Staat mit einer gewählten Regierung. Aber

in einem Land, das sich als jüdischer Staat definiert, gibt es Politiker, die glauben, im Namen des jüdischen Volkes sprechen zu dürfen. Und genau deshalb glaube ich: Was jetzt in Gaza passiert, hat eine Grenze erreicht. Man muss sich dann zumindest positionieren. Ich habe nicht die Illusion, dass der Appell Netanjahu erreicht oder Einfluss hat. Es geht weniger darum, Druck auf die israelische Regierung auszuüben, sondern darum, ein Signal zu setzen – nach außen wie nach innen: Nicht in meinem Namen.

Manche sagen: Dieser Krieg dauert schon über 21 Monate. Warum jetzt erst?

Das stimmt. Aber ich denke, es ist nachvollziehbar, dass viele zunächst Zurückhaltung geübt haben – ich ja auch. Man will die Balance halten: nicht zu viel, nicht zu wenig sagen. Es gibt nicht nur unterschiedliche Meinungen zum Konflikt, sondern auch zur Art, wie man öffentlich darüber sprechen sollte. Als Rabbiner muss ich das berücksichtigen. Ich bin kein Politiker, sondern meinem Gewissen verpflichtet.

Der Brief ist in der Sprache der Tora formuliert.

[...]

[Fortsetzung von Seite 11]

Die Tora wird von beiden Seiten gebraucht, oft auch missbraucht. Manche rechtfertigen mit Verweis auf die Bibel den Anspruch Israels auf das gesamte historische Land. Dass solche Argumente 2025 in einem demokratischen Staat noch ernst genommen werden, erstaunt mich manchmal. Die Wahrheit ist: Die Tora lässt sich aus unterschiedlichen Perspektiven lesen. Genauso wie die Schriften im Christentum oder im Islam. Je nachdem, wie jemand grundsätzlich denkt wird er in der Tradition entsprechende Begründungen finden. Manche finden Stellen, die nationale Ansprüche stützen. Die anderen sehen den Menschen im Zentrum, unabhängig von seiner Herkunft. Beides existiert in unserer religiösen Überlieferung.

Sie haben auch die Antwort der LSAP-Abgeordneten Franz Fayot und Yves Cruchten auf Antisemitismusvorwürfe seitens des RIAL (Recherche et informations sur l'antisémitisme au Luxembourg) auf Facebook geliked. Ein Ausdruck politischer Zustimmung?

„Geliked“ ist vielleicht zu viel gesagt. Für mich ging es darum, ins Gespräch zu kommen. Ich schätze die Arbeit von Bernard Gottlieb [dem Gründer und Leiter des RIAL] sehr. Ohne ihn gäbe es überhaupt keine Statistik zu antisemitischen Vorfällen in Luxemburg. Das wäre eigentlich eine Aufgabe des Staates. Es gibt zwar eine allgemeine Statistik zu Hasskriminalität, aber da ist alles zusammengeworfen: Antisemitismus, Islamfeindlichkeit, Rassismus – alles in einem Topf. Wenn man Antisemitismus wirklich bekämpfen will, muss man ihn auch differenziert erfassen. Deshalb hoffe ich, dass der „Plan d'action national de lutte contre l'antisémitisme“ nicht nur auf dem Papier bleibt. Seit einem Jahr gibt es die Kommission. Es wird Zeit, dass auch Ergebnisse folgen. Gespräche sind gut, aber kein Selbstzweck.

Die Prämisse von RIAL ist ja, dass es einen „neuen Antisemitismus“ gibt, der mit Israelkritik zusammenhängt. Teilen Sie das?

Ich glaube nicht, dass das die Prämisse ist – eher eine wissenschaftliche Beobachtung. In Deutschland wird von primärem, sekundärem und tertiärem Antisemitismus gesprochen. Ich bin kein Antisemitismusforscher, ich finde den Begriff „Judenhass“ oft klarer. So hat es Michel Friedman einmal formuliert. Für die Sache wäre es sicherlich besser, wenn es eine neutrale, mit einem wissenschaftlichen Beirat, staatlich getragene Institution gäbe. Nicht, weil RIAL schlecht arbeitet – sondern weil die Erhebung dann glaubwürdiger und unabhängiger wäre. Auch für Bernard Gottlieb wäre das einfacher. Niemand könnte dieser Stelle vorwerfen, sie arbeite parteiisch oder habe die falsche Methodologie.

Und auf welcher Antisemitismusdefinition sollte diese Arbeit beruhen? Der IHRA-Definition, die Antisemitismus mit Israelkritik vermischt?

Die IHRA-Definition ist international verbreitet und in ihrer Grundidee sinnvoll. Sie ist auch von der Luxemburger Regierung angenommen worden.

Ezra Klein meint, der Preis des multikulturellen Zusammenlebens sei, dass man Dinge manchmal eben anders hört oder wahrnimmt. Wie wirkt sich das auf Debatten aus, etwa zum Nahostkonflikt?

Es ist manchmal schwer, gemeinsame Bezugspunkte zu finden. Klar – alle stehen für Menschenrechte, Menschenwürde. Aber im konkreten Fall hängt viel vom Kontext ab. Und bei einem jahrzehntelangen Konflikt wie dem zwischen Israel und Palästina ist es besonders schwierig. Das hat nicht am 7. Oktober begonnen. Für viele reicht der Blick zurück bis ins Jahr 1917 oder noch weiter.

Sie wurden in Potsdam ordiniert. Die Schriftstellerin Deborah Feldman hat kürzlich

kritisiert, dass kritische jüdische Stimmen systematisch marginalisiert würden. Teilen Sie diese Analyse?

Ich sehe das etwas differenzierter. Es ist richtig, dass gewisse Einrichtungen bevorzugt werden – und andere nicht. Deshalb läuft auch eine Klage vor dem Bundesverfassungsgericht. Es geht um die Frage, ob es in Deutschland de facto nur noch ein „anerkanntes“ Judentum gibt. Aber ich sehe nicht alles düster. In Berlin etwa gibt es viele jüdische Stimmen – ganz unterschiedliche. Auch Dissens ist möglich. Klar, es gibt große Ungleichgewichte. Manche Strukturen verfügen über Millionen, andere arbeiten bescheiden. Aber bei all der Aufmerksamkeit, die dem Judentum in Deutschland entgegengebracht wird – man findet Gehör.

Wie sehen Sie das, was in Deutschland passiert – von Luxemburg aus betrachtet?

Ich habe hier in Luxemburg eine gute Position – als Rabbiner, der unabhängig von deutsch-jüdischen Strukturen agieren kann. In Deutschland werden Rabbiner oft bloß als Angestellte der Gemeinden wahrgenommen – mit entsprechend engen Rahmenbedingungen. Viele Rabbiner tun sich deshalb schwer, öffentlich Stellung zu beziehen. Denn wer sich äußert, riskiert Gegenwind.

Sie sind nicht die einzige kritische jüdische Stimme in Luxemburg. Es gibt Gruppen wie Jewish Call for Peace, gegründet von Martine Kleinberg. Wie stehen Sie zu diesen Initiativen?

Ich beobachte das eher aus der Distanz. Ich will mich da nicht vereinnahmen lassen. Aber: Martine ist als Jüdin bei uns immer willkommen. Wir sind im Kontakt. Sie ist Mitglied unserer Gemeinde – auch wenn wir dort nicht immer einer Mei-

„Wenn Rabbiner nur noch Kultusbeamte sind, die da vorne stehen und predigen, ohne Position zu beziehen, verfehlen wir unsere Aufgabe“

nung sind. Ich finde es wichtig, dass Juden eine spirituelle Heimat haben – unabhängig von ihren politischen Überzeugungen.

Was passiert im Anschluss an das Unterzeichnen dieses Briefs?

Es war ein Versuch, aus rabbinischer Sicht auf eine dramatische Situation zu reagieren – ohne konkrete Vorschläge zur Friedenslösung zu machen. Das ist nicht meine Aufgabe. Aber meine Aufgabe ist es, daran zu erinnern, dass es ethische Werte gibt – und dass wir danach leben sollen. Ich weiß, das klingt pathetisch. Aber wenn Rabbiner nur noch Kultusbeamte sind, die da vorne stehen und predigen, ohne Position zu beziehen, verfehlen wir unsere Aufgabe. Wir Rabbiner haben nur ein Werkzeug: unser Wort. Nicht im Sinne göttlicher Autorität, sondern aus der Überzeugung, dass die Tora uns zu einer Haltung gegenüber der Welt verpflichtet. Mir wurde auch schon vorgeworfen, denen gegenüber nicht empathisch zu sein, die selbst kein Mitgefühl für Palästinenser zeigen – eine absurde Verdrehung des Empathiebegriffs. Aber genau deshalb ist es so wichtig, dass wir unsere Stimme erheben – auch wenn jedes Wort auf die Goldwaage gelegt wird.

Sie scheinen auch institutionell auf Unabhängigkeit bedacht zu sein. Unseren Informationen nach hat sich die liberale Escher Gemeinde von der konservativen, und damit dem Oberrabbinat in Stadt Luxemburg gelöst.

Die beiden Gemeinden waren immer voneinander unabhängig. Auch als ich vor zehn Jahren nach Luxemburg kam, stand ich in keinem untergeordneten Verhältnis zum orthodoxen Großrabbiner in der Stadt. Das war auch in den Gemeindestatuten von 2018 so geregelt. Die jüngste Statutenänderung verwendet die gleichen Begriffe wie die der Gemeinde in der Avenue Monterey. Beide jüdischen Gemeinden haben nun ein Consistoire, beide einen Großrabbiner. Das ist historisch bedingt – ein Erbe der napoleonischen Zeit, wo jedes Consistoire einen Oberrabbiner hatte, egal wie groß es war. Es ist eher symbolisch. Es ändert weder mein Gehalt noch meine Befugnisse. ●

A Letter from Rabbis Worldwide

The Jewish People face a grave moral crisis, threatening the very basis of Judaism as the ethical voice that it has been since the age of Israel's prophets. We cannot remain silent in confronting it.

As rabbis and Jewish leaders from across the world, including the State of Israel, we are deeply committed to the wellbeing of Israel and the Jewish People.

We admire Israel's many and remarkable achievements. We recognise, and many of us endure, the huge challenges the State of Israel relentlessly confronts, surrounded for so long by enemies and facing existential threats from many quarters. We abhor the violence of such nihilistic terrorist organizations as Hezbollah and Hamas. We call on them immediately to release all the hostages, held for so long captive in tunnels in horrendous conditions with no access to medical aid. We unequivocally support the legitimacy of Israel's battle against these evil forces of destruction. We understand the Israeli army's prioritization of protecting the lives of its soldiers in this ongoing battle, and we mourn the loss of every soldier's life.

But we cannot condone the mass killings of civilians, including a great many women, children and elderly, or the use of starvation as a weapon of war. Repeated

statements of intention and actions by ministers in the Israeli government, by some officers in the Israeli army, and the behaviour of criminally violent settler groups in the West Bank, often with police and military support, have been major factors in bringing us to this crisis. The killing of huge numbers of Palestinians in Gaza, including those desperately seeking food, has been widely reported across respectable media and cannot reasonably be denied. The severe limitation placed on humanitarian relief in Gaza, and the policy of withholding of food, water, and medical supplies from a needy civilian population contradict essential values of Judaism as we understand it. Ongoing unprovoked attacks, including murder and theft, against Arab populations in the West Bank, have been documented over and over again.

We cannot keep silent.

In the name of the sanctity of life, of the core Torah values that every person is created in God's image, that we are commanded to treat every human being justly, and that, wherever possible, we are required to exercise mercy and compassion;

In the name of what the Jewish People has learnt bitterly from history as the victim, time and again, of marginalisation, persecution and attempted annihilation;

In the name of the moral reputation not just of Israel, but of Judaism itself, the Judaism to which our lives are devoted,

We call upon the Prime Minister and the Government of Israel

To respect all innocent life;

To stop at once the use and threat of starvation as a weapon of war;

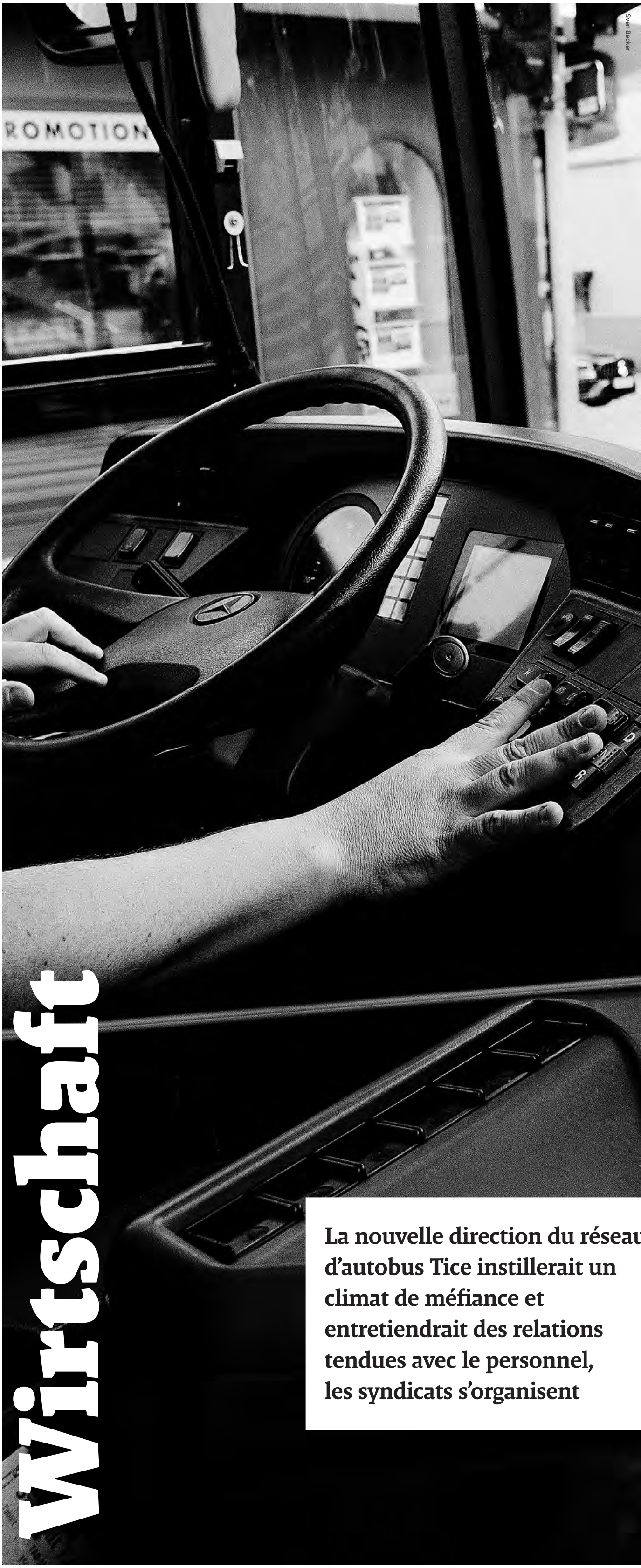
To allow extensive humanitarian aid, under international supervision, while guarding against control or theft by Hamas;

To work urgently by all routes possible to bring home all the hostages and end the fighting;

To use the forces of law and order to end settler violence on the West Bank and vigorously investigate and prosecute settlers who harass and assault Palestinians;

To open channels of dialogue together with international partners to lead toward a just settlement, ensuring security for Israel, dignity and hope for Palestinians, and a viable peaceful future for all the region.

RABBI JONATHAN WITTENBERG (LONDON), RABBI ARTHUR GREEN (BOSTON), RABBI ARIEL POLLAK (TEL AVIV). SIGNED BY OVER A THOUSAND RABBIS, INCLUDING ALEXANDER GRODENSKY (ESCH-SUR-ALZETTE)



Wirtschaft

La nouvelle direction du réseau d'autobus Tice instillerait un climat de méfiance et entretiendrait des relations tendues avec le personnel, les syndicats s'organisent

Tice, la colère gronde

IIII Léo-Paul Hoffmann

Il fait bon être fonctionnaire pour les communes et l'État. Cet adage typiquement luxembourgeois n'est plus aussi vrai. La Fédération générale de la fonction des communes (FGFC) dénonce un environnement de travail stressant et une gestion autoritaire au sein du Syndicat pour le transport intercommunal du canton d'Esch (Tice). À la suite de multiples réclamations déposées par le personnel, la direction a commandé une enquête interne en octobre 2024 afin de jauger le mécontentement de ses employés. *Le Land* se l'est procurée ; elle confirme un malaise persistant.

Le bureau du Tice, représenté par les bourgmestres et échevins des communes concernées, a répondu aux accusations faites par la FGFC dans un communiqué de presse publié ce mardi. Il confirme son soutien envers la direction et « rejette fermement » tout reproche de gestion autoritaire.

L'enquête réalisée par un organisme indépendant (payée 12 000 euros selon Marco Lux, président du Tice), révèle une nouvelle tendance parmi le personnel de route. Alors que le Tice comptabilisait environ cinq départs volontaires par an, il en comptabilisait quinze en 2024. Sur les six premiers mois de cette année, dix membres du personnel de route ont déjà claqué la porte. Selon la direction, les chauffeurs en demanderaient trop et cette enquête interne ne serait pas représentative de l'ambiance réelle au sein de l'organisation. Pourtant, près de soixante pour cent du personnel de route y a participé.

Méfiance est mère de sûreté

L'enquête dévoile que, depuis 2022, les chauffeurs de bus ne se sentent plus soutenus par leur direction. Plus de 67 pour cent des chauffeurs sondés jugent « le soutien et l'humanité (sic) de leurs supérieurs » « mauvais », voire « très mauvais ». Pour Mike Schoos, directeur du Tice, ce sondage « n'est pas représentatif car il manque un tiers des personnes » et ajoute qu'« on peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres ». Selon les témoignages recueillis parmi le personnel, la direction balaierait les réclamations d'un revers de la main et ferait preuve de condescendance lors des réunions avec la délégation du personnel.

À chaque manquement aux règles, les employés sont obligés de rédiger des ordres de justification. Théo Schickes, président de la délégation du personnel (FGFC), estime que ces rapports sont inutiles et souvent sans fondement. L'ancienne direction de Tice accordait le bénéfice du doute à ses employés lorsqu'une infraction était signalée sans preuve, ce qui ne serait plus le cas aujourd'hui. « Dans un bus, il peut y avoir une cinquantaine de passagers et, au fil de la journée, nous en transportons bien plus. Il suffit qu'une personne appelle la centrale et signale que notre conduite ne lui plaît pas, et nous nous devons rédiger des ordres de justification bidons et chronophages qui resteront dans notre dossier », s'empare Schickes.

Selon le communiqué du bureau du Tice, le nombre d'ordres de justification serait conforme. En 2025, ils seraient essentiellement dus à des dommages matériels importants, une conduite imprudente, des infractions au code de la route et un « comportement irrespectueux à l'encontre de collègues de travail ayant nui à l'image du Syndicat ». Aux yeux de Théo Schickes, certaines de ces raisons seraient floues. Il dénonce une multiplication d'accusations sans preuves apportées à l'encontre des conducteurs.

Le point d'orgue des rapports tendus entre la direction et ses chauffeurs se trouve dans les convocations chez le médecin de contrôle. En temps normal, ces mesures sont prises lorsque les absences d'un employé se répètent et que l'on soupçonne une fraude. Or, les convocations sont quasiment systématiques raconte Mathieu*, chauffeur qui a témoigné sous couvert d'anonymat : « Si j'appelle le matin pour dire que je ne peux pas travailler l'après-midi, même si j'ai déjà un certificat du médecin, je dois quand même m'attendre à une convocation à la médecine du travail dans la journée ». Selon d'autres

[Suite de la page 13]

témoignages, un conducteur aurait même été convoqué deux fois en moins de 24 heures. « Désormais, les chauffeurs viennent la boule au ventre. Ils craignent des représailles s'ils se déclarent malades » ajoute Mathieu. Selon plusieurs chauffeurs, il arriverait que certains viennent travailler avec de la fièvre pour conduire des véhicules transportant des dizaines de personnes.

Le communiqué de presse du bureau du Tice relativise le nombre de ces contrôles médicaux. Il y aurait eu 51 examens en un an pour un effectif total de 523 agents. Parmi ces examinés, 19 auraient été déclarés aptes à travailler. Pourtant, les chiffres du FGFC permettent de faire une distinction entre le personnel de route et le personnel administratif. Ces statistiques témoignent de 54 contrôles médicaux pour les 369 conducteurs, parmi lesquels dix étaient finalement considérés aptes à travailler.

Pour Alain Sertic, syndicaliste à la retraite, la charge mentale qui accompagne le chauffeur au cours du trajet aurait des répercussions sur son état de santé physique : « Conduire un bus dans une zone urbaine est très éprouvant physiquement. Entre les feux rouges, les rues étroites, les croisements et tout ce qui se passe à l'intérieur du bus, il y a de nombreuses raisons pour qu'on finisse la journée avec le corps crispé ». Le chauffeur n'est pas seulement tenu responsable des événements sur la route, mais il doit également garder un œil sur l'intérieur du bus. Une double responsabilité qu'il ne peut négliger.

Le contrôle permanent de chauffeurs qui amène à ce ras-le-bol général inquiète Mathieu. Au volant depuis presque dix ans, il se questionne sur les répercussions de ce climat à long terme : « Le jour où un chauffeur malade aura un accident grave, impliquant plusieurs blessés, qui en prendra la responsabilité ? ». Interrogé par le Land, le directeur du Tice, Mike Schoos, répond : « Pour moi, si je décide de prendre ma voiture alors que je suis malade et que je fais un accident, je reste quand-même responsable ».

Les fonctionnaires menacés

Des décennies de luttes ont permis aux fonctionnaires de profiter de leurs droits, mais ils se sentent désormais menacés par un plan de détricotage social. Dans un communiqué de presse publié en juillet 2024 à propos des négociations de la nouvelle convention collective, Marco Lux assurait qu'aucun démantèlement des acquis n'était prévu et que la société de transport continuerait à engager des fonctionnaires.

Un an plus tard, la structure subit un exode considérable et la direction engage désormais des salariés en CDD. C'est le cas de 26 chauffeurs actuellement, selon le directeur Mike Schoos. Antoine*, en contrat déterminé depuis presque un an, estime qu'il n'a pas de perspectives au volant de Tice : « Dès que j'ai

été engagé, ils m'ont fait comprendre qu'il ne fallait pas que je me fasse d'espoir, ils ne recrutent plus de fonctionnaires ».

Ainsi, se forme un cercle vicieux dont il est difficile de sortir : La surcharge des conducteurs amène à une augmentation des burn-out, ce qui cause une hausse des arrêts de travail. Les conducteurs en bonne santé, subissent alors une plus grande charge de travail.

Selon Alain Rolling, secrétaire général Service public à l'OGBL, le dialogue social avec les syndicats est quasiment nul. Il raconte au Land : « Quand on demande une entrevue au Tice, soit on attend des semaines pour une réunion, soit on n'a même pas de réponse. Ils ne veulent pas nous voir, ils font tout pour ne pas nous recevoir. Je pense que je n'ai jamais vécu ça... Normalement, lorsque je demande une entrevue auprès d'un ministre ou d'une commune, je l'obtiens, même si c'est parfois avec un délai de deux semaines. Pas chez Tice. »

Malgré les nombreuses déclarations et le Plan national de mobilité imaginé par le gouvernement, qui prévoit de doubler le nombre d'usagers des transports en commun dans le sud d'ici 2035, le personnel de conduite se fait du souci quant à la pérennité du modèle actuel. Deux lignes de bus ainsi que le transport scolaire, seront assurés par des compagnies privées à partir de 2026. Une expansion de la société semble compromise. Afin de remplacer sa flotte thermique par des bus cent pour cent électriques, le Tice devra réaliser des travaux de restructuration de ses bâtiments à Esch-sur-Alzette. Mais avec la construction du Südspidol à côté, le site du Tice n'aura plus de marge d'extension et ne pourra accueillir que 90 bus au lieu des 143 qu'il compte actuellement. En effet, les infrastructures nécessaires à l'électrification prennent davantage de place. Pourtant, face au Land, Mike Schoos rétorque : « Nous ne prévoyons pas de changer de site ».

« Comme la direction a fait le choix de ne pas quitter le site actuel, soit tout sera délaissé au privé soit nous devrons obtenir un deuxième site plus grand pour assurer le même niveau de service », dit Martin*, conducteur chez Tice. De son côté, Marco Lux n'est pas inquiet par les objectifs du Plan national de mobilité : « C'est une stratégie du ministère, si elle se concrétisera de cette façon, c'est une autre discussion ».

Le sourd, le muet et l'aveugle

Les syndicats dénoncent également un comportement « irresponsable » des représentants communaux. Ceux-ci seraient « plus ou moins indifférents face aux relances des délégations du personnel et ne souhaitent pas se salir les mains avec ces histoires » dit Alain Rolling. Lorsque le député pirate Marc Goergen apprend les accusations de la FGFC et l'existence d'une enquête interne, il en informe la ministre de la Mobilité, Yuriko Backes (DP) à travers une question parlementaire. Celle-ci a répondu vendredi dernier ne pas être au courant

« Désormais, les chauffeurs viennent la boule au ventre. Ils craignent des représailles si ils se déclarent malades »

Un chauffeur anonyme

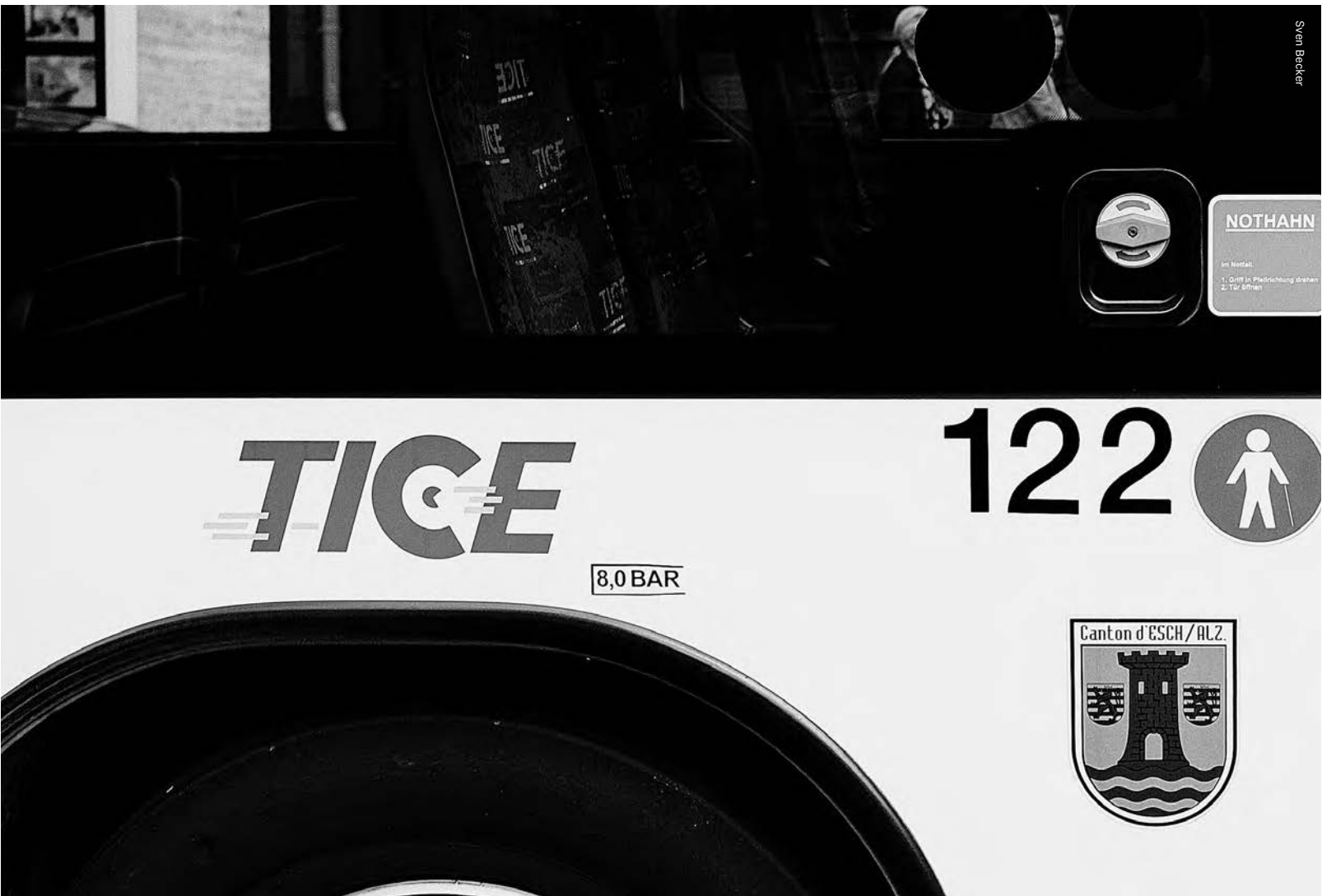
de l'existence de cette enquête interne et ajoute que « les questions en rapport avec la politique du personnel, les conditions de travail ou les relations entre le personnel et la direction relèvent de la compétence du syndicat intercommunal Tice ». En revanche, le président du Tice Marco Lux déplore que le conflit soit arrivé jusqu'au bureau de la ministre : « Je suis ici depuis longtemps et je remarque que nous n'avons jamais eu autant d'affaires qui ont nécessité une intervention politique. Il faudrait que nous puissions régler nos problèmes sans devoir en arriver là. » Interrogé à ce sujet ce mardi sur RTL, Paul Weimerskirch (CSV), bourgmestre de Schiffange sur le départ, constate que « cette histoire est la preuve qu'il faudrait réfléchir à la façon de diriger ce genre de syndicat (inter-communal) afin d'éviter de telles situations. Lorsqu'on est impliqué dans un syndicat en tant que bourgmestre ou conseiller communal, on n'a pas toujours le savoir-faire nécessaire pour prendre les bonnes décisions ».

Dans leur communiqué de presse, les représentants communaux réaffirment leur soutien envers la direction. Ils indiquent que cette enquête interne aurait été réalisée lors d'une période « d'incertitudes » durant laquelle les négociations avec l'État à propos du futur du Tice venaient à peine de commencer. Ces doutes seraient désormais levés et les relations tendues avec la nouvelle direction s'expliqueraient par une « résistance au changement, inhérente à l'être humain, étant donné qu'il est plus rassurant de demeurer dans ce qui nous est familier plutôt que d'accepter les évolutions ».

Les négociations entre l'État et les communes ont finalement abouti à un accord pour la mise en place d'un « syndicat mixte » dès 2027, dont la nouvelle forme reste encore inconnue. Sur le plan financier, les neuf communes affiliées au Tice se sont mises d'accord avec le gouvernement. Lors des dix prochaines années, l'État déboursa 700 millions d'euros pour le Tice, tandis que les communes apporteront 150 millions. En échange, l'État deviendra co-décisionnaire du syndicat. Une solution que l'OGBL attend avec impatience. Moins la FGFC qui opère au niveau communal et serait affaiblie par cette « nationalisation ».

Pour l'heure, le piquet de protestation prévu pour le 19 septembre devant la direction à Esch-sur-Alzette est maintenu. ●

* Les prénoms ont été modifiés



Le Tice compte 143 bus



Sven Becker

Chère dystopie

IIII France Clarinval

Sophie Mousel et
Marc Limpach
pendant le
tournage au
Kirchberg

Avec la série *Droneland* et ses quinze millions de budget, le cinéma luxembourgeois passe à la vitesse supérieure. Quelques heures sur le tournage pour en prendre la mesure

15

La scène se déroule à l'arrière du Centre de conférence au Kirchberg. Marc Limpach, costume sombre, cravate claire et mine sévère est figé comme s'il tenait un téléphone à son oreille. Des militaires lourdement armés et des hommes en costume sont aussi gelés sur place. Seule Sophie Mousel a le droit de bouger. Elle tourne autour des personnages et fait mine de ramasser un objet. « OK, that's it for the rehearsal », tonne Max Zähle. En quelques secondes, les machinistes replacent les rails, la maquilleuse donne un coup de pinceau, l'habilleuse remonte un col, les figurants se positionnent sur leur marque. La deuxième répétition a été la bonne, on tourne. Ce jour-là, la pluie avait interrompu le tournage, précipitant l'équipe au déjeuner. Il fallait accélérer pour mettre en boîte les scènes prévues dans l'après-midi. D'autant qu'on arrive aux derniers jours de tournage au Luxembourg. Une petite semaine est encore prévue au Pays-Bas et toutes les images de *Droneland* auront été réalisées.

Six épisodes de 45 minutes, 15,2 millions d'euros (trois fois plus que la saison 2 de *Capitani*, mais à peine le budget d'un seul épisode de *The Crown*), 53 jours de tournage (dont vingt en double équipe), deux réalisateurs, un casting international... *Droneland* est sans doute un des projets les plus ambitieux mis en place au Grand-Duché. Car c'est bien ici, chez Iris Productions qu'est née la série, basée sur le roman éponyme de Tom Hillenbrand. L'auteur est notamment connu à travers son héros récurrent, Xavier Kieffer, un cuisinier basé à Luxembourg qui se trouve mêlé à des enquêtes policières. « En m'intéressant aux droits d'adaptation de ces romans, j'ai rencontré l'auteur et j'ai découvert ses autres livres comme *Droneland* », rembobine le producteur Nicolas Steil. Il est convaincu par cette dystopie futuriste et politique et acquiert les droits, comme ceux des aventures de Xavier Kieffer (une autre série est en cours d'écriture).

Obtenir les droits était la première étape d'un parcours qui allait durer dix ans, des années indispensables pour réunir les

fonds et pour que le scénario prenne forme. Le montage financier s'est révélé un véritable puzzle combinant un nombre impressionnant de pièces de différents poids. « Dans la majorité des pays, quand vous développez une série, le premier pilier de financement vient soit de la chaîne publique qui va la diffuser, soit d'une plateforme de streaming. Il n'y a ni l'un ni l'autre au Luxembourg », détaille Katarzyna Ozga, coproductrice chez Iris. Le plus gros contributeur est le Film Fund luxembourgeois, avec trois millions d'euros, la subvention la plus haute possible. RTL Lëtzebuerg a quand même mis 60 000 euros au pot, « ce qui est beaucoup pour une série qui ne vient pas de chez eux ». Les diffuseurs allemands Magenta TV (la chaîne payante de Telekom) et ZDF ont emboîté le pas, ainsi que RTL Netherlands. Des producteurs allemands (Syrreal Group), néerlandais (Topkapi Series) et polonais (Enter Film) se sont engagés. À cela s'ajoute de l'argent public européen (Creative Europe Media et le programme pilote pour la co-production de séries du Conseil de l'Europe, 1,5 million ensemble) et des fonds régionaux allemands, ainsi que les aides automatiques liées aux dépenses des German Motion Picture Fund, Netherlands Film Fund et Polish Film Institute.

Parce que ce n'était pas encore assez, « le groupe Iris investit l'intégralité des honoraires de production et d'administration, soit 900 000 euros et a pu réunir 1,3 million d'euros de fonds privés. J'investis moi-même mes honoraires de *showrunner*, qui s'élèvent à 200 000 euros », souligne Nicolas Steil. Pour finir, la planche de salut vient de l'Américain New Regency, un distributeur international qui a misé sur les ventes futures et a déboursé 1,2 million d'euros. « Le distributeur américain s'est intéressé au projet parce qu'il fait écho aux questions actuelles à l'ère de l'IA, de la surveillance et de l'utopie numérique : les débats sur la technologie, le populisme et la démocratie. »

L'histoire de *Droneland* se déroule dans un futur proche, dans une Europe où les habitants sont constamment surveil-

Le montage financier de la série est un puzzle d'aides publiques et d'apports des diffuseurs et producteurs

lés par des drones et des systèmes d'intelligence artificielle. Dans ce contexte, Aart Westerfeld (Oliver Masucci qui tenait le rôle principal dans la série *Dark*), un vétéran de guerre tourmenté par son passé, et Nina Bittman (Sophie Mousel, pour qui c'est le premier rôle principal dans une production internationale de cette envergure), une agente d'Europol idéaliste et déterminée enquêtent sur le meurtre d'un parlementaire européen. Ils découvrent une conspiration technologique aux ramifications inquiétantes qui menace les fondements de l'Union, devenue une vaste puissance politique, militaire et policière remplaçant les États nationaux.

L'enquête se déroule notamment dans le *MirrorSpace*, un espace virtuel créé à partir des images filmées par les drones omniprésents ; « une sorte de Google streetview qui permet de visualiser le passé, mais pas d'interagir », résume Nicolas Steil. La directrice d'Europol (Sibel Kekilli, découverte dans *Gegen die Wand*, puis dans *Game of Thrones*), est déterminée à maintenir l'ordre mais succombe à l'attrait d'un méta-monde, créé par le magnat de la technologie Emery Tallan (Alexander Scheer, vu dans *Blood & Gold*), « un personnage entre David Bowie et Elon Musk, plutôt machiavélique ».

[...]

[Suite de la page 15]

« C'est assez complexe », admet Félix Koch. Le réalisateur luxembourgeois, qui n'aime pas être résumé à son long métrage *Superjhem* *retörns*, travaille avec son homologue allemand Max Zähle, choisi pour sa connaissance des effets spéciaux. Ils réalisent chacun trois épisodes, même si l'Allemand tient la position de leader. L'utilisation d'effets spéciaux rend de réaliser beaucoup de choses, mais le budget ne suffit pas pour « se la jouer façon *Blade Runner* ». Il a fallu faire preuve de créativité : « Pour bien visualiser la différence entre les mondes virtuels et le réel, on utilise des focales différentes qui donnent des profondeurs de champ, des textures variées. C'est très intéressant ; normalement on n'a pas l'occasion de tester cela dans un film. »

Créativité et adaptation au niveau du scénario également. Ceux qui ont lu le roman original de Tom Hillenbrand seront sans doute un peu déstabilisés, même si l'auteur a approuvé les modifications apportées par l'équipe de scénaristes composée de Nicolas Steil, Pierre Majerus, Jan Cronauer et Christophe Wagner. « Les premières versions étaient assez fidèles au livre, puis nous nous en sommes de plus en plus éloignés. Il est impossible de tout réaliser, de tout montrer. On doit s'adapter au format, au budget et aux conditions de production », justifie Nicolas Steil.

Pierre Majerus détaille : « Nous avons aussi développé le personnage féminin. Un duo d'enquêteurs est plus riche et plus intéressant. Le parti pris a été de considérer qu'elle n'était pas encore agent. Le spectateur peut vivre son recrutement et se sentir inclus. » L'histoire traite de liberté, de contrôle et de la sécurité, les personnages principaux incarnant ces notions. « Dans le livre, l'histoire est racontée à posteriori, quand tout s'est déjà produit. Le personnage principal ne peut donc rien changer. Il n'a ni motivation, ni urgence à agir. Ce n'est pas ce qu'il faut pour tenir les spectateurs en haleine. On a changé ce procédé narratif pour que les héros aient une chance et de l'espoir d'arriver à leurs fins », insiste Félix Koch.

La participation de différents pays influence aussi l'écriture, les systèmes d'aides à la production étant liés aux dépenses réalisées sur place. L'idée initiale était de coproduire avec la Belgique, puisque le roman se déroule à Bruxelles. Mais l'argent est venu d'Allemagne et il a fallu adapter l'histoire. « Lors de nos recherches, nous avons découvert que Dresde était surnommée Silicon Saxony à cause de l'implantation d'entreprises de nanotechnologies. Notre Europol sera donc situé à Dresde », s'amuse Pierre Majerus. Il a aussi écrit des versions avec des scènes à Vienne ou à Lisbonne pour les présenter aux coproducteurs éventuels. Finalement, des morceaux de l'histoire se passent en Pologne, aux Pays-Bas et au Luxembourg. L'ancien hémicycle du parlement européen, la Philharmonie, le Freeport ou l'Université ont ainsi accueilli les équipes pendant plusieurs jours.

Mêmes contraintes pour les personnes qui travaillent sur le film, à commencer par les comédiens, souvent très connus dans leur pays mais très peu à l'étranger. Ils jouent tous en anglais, avec leurs accents respectifs, ce qui correspond à l'histoire. Les chefs de postes sont aussi recrutés dans les différents pays coproducteurs : Machiniste, costumes et maquillage au Luxembourg, image en Allemagne, son au Pays-Bas et décors en Pologne. Le Luxembourgeois Alex Brown est l'assistant réalisateur, sorte de chef d'orchestre qui fait en sorte que tous les rouages s'emboîtent, pas une mince affaire quand il y a 100 à 150 personnes sur le plateau.

« La série est si complexe et si riche, avec des lieux variés, des équipes internationales et sans travailler de manière chronologique, on a pensé qu'il fallait travailler à l'américaine : faire venir Pierre sur le plateau tous les jours pour qu'il adapte ou réécrive ce qui était nécessaire au fur et à mesure », explique le producteur. Pierre Majerus développe : « Mon travail est double. Je réponds aux questions de l'équipe sur telle phrase ou telle situation pour laquelle ils auraient perdu le fil. D'autre part, j'écris les modifications nécessaires quand on a dû arrêter plus tôt, enlever un accessoire, changer un costume... ». Il raconte par exemple avoir ajouté

Les investissements ne seront amortis que si une deuxième saison est achetée. La fin de la première saison est écrite en ce sens

deux phrases de dialogue pour que la caméra ait le temps de tourner autour du comédien ou modifié une scène de combat passant de trois à deux personnages. »

Après ces 53 jours de tournage, la post-production, le montage et les effets spéciaux prendront encore plusieurs semaines. La diffusion de la série est prévue pour l'automne 2026, d'abord sur Magenta TV, puis sur ZDF et RTL. Ce type de série laisse penser qu'on pourra entendre le *taahdaah* et de voir le N rouge virevolter à l'écran, mais pour l'instant les acteurs mondiaux tels que Netflix n'ont encore rien signé.

« Nous avons écrit une fin qui ouvre la possibilité de continuer pour qu'une saison 2 soit envisageable », annonce le scénariste. « On n'amortira l'investissement que s'il y a une saison deux », abonde le producteur en croisant les doigts. ●

Félix Koch,
un des deux
réalisateurs



Pierre Majerus,
un des
scénaristes et
script doctor





Avec *haal op mat schaukelen*,
Jérémy Palluce
règles ses
comptes avec
l'école

Friches urbaines

IIII Romina Calo

Pénétrer dans l'espace bétonné de la Korschthal d'Esch sur Alzette, c'est tomber sur un arbre immense et pelé, décoré d'une nuée de rubans multicolores. Claudia Passeri a fait de son *Conocchia* un arbre de naissance XXL universel qui dépasse la tradition italienne du nœud rose pour les filles et bleu clair pour les garçons. À l'autre bout du parcours de l'exposition, après avoir traversé une porte sanglante et pourtant lumineuse (un ancien rideau de boucher qu'elle baptise *Vitruvian gate*), on aboutit à un panneau de signalisation avertissant la présence de gibier (*Animali selvatici vaganti*). À l'instar du rideau-porte, il s'agit d'un ready-made récupéré par l'artiste. Le panneau est constellé d'impacts de balles de chasseurs qui, fort ironiquement, ont raté leur cible. De la naissance à la mort, la ruralité (brutale ?) inspire Claudia Passeri qui a choisi de faire le chemin à rebours en retournant vivre, elle qui est née à Esch, dans la campagne de ses ancêtres. Cet exode est attentivement étudié : chaque tradition est soupesée et, le cas échéant, valorisée dans la démarche de l'artiste. Comme le marché, *Rurale brutale (mercato)*, représenté ici par un étal couvert de T-shirts. Enfin, avec *Bentornata mi sei mancata* (bon retour, tu m'as manquée), l'artiste a reproduit en néon jusque dans ses lacunes un mur de pierres tagué qui l'a particulièrement touchée, elle qui revenait au pays. Ce message énigmatique dont elle ignore l'origine et la destinataire, elle se l'est approprié tant il symbolisait ce choc des cultures, véritable schizophrénie entre ruralité et urbanité.

Si le rural peut être « brutal », Letizia Romanini place, elle, son travail sous une enseigne plus « amicale ». Avec *Regno amicale*, elle nous plonge dans une forêt de solides châssis métalliques arborant des gros plans de végétation. Parfaitement en phase avec la maxime « rendre visible l'invisible » du Luga, l'autre événement bio-culturel de

l'été luxembourgeois, l'artiste a choisi ici de donner un nouvel aperçu de cette promenade solitaire le long de la frontière luxembourgeoise réalisée en 2021 qui l'a tant inspirée (l'exposition *5Km/h* à la galerie Nei Licht à l'automne 2023, et le catalogue 356 paru aux éditions Pétrole dans la foulée). Ainsi, certaines de ces rencontres végétales sont magnifiées ici sous forme d'impressions sur aluminium rouge ou sur miroir sans tain, le tout enchâssé de métal. Le minéral et le végétal fusionnés dans des cadres en acier : l'artiste est, et reste, une fille des Terres rouges.

Dans cette installation mixte par les formats et les matériaux, le fond et la forme s'interconnectent. L'artiste joue avec l'espace et orchestre les transparences et les reflets comme autant de miroirs vanités dans lesquels on s'entraîne. Memento mori petit humain, la nature te survivra comme ces mauvaises herbes qui repoussent toujours. Le travail de recadrage de l'artiste inverse en effet les rôles et dans ce jeu d'échelle le regard oscille sans cesse entre le micro et le macro. Ce basculement de point de vue, du détail insignifiant à l'immen-

Quatre artistes du sud du pays partent de leur individualité pour tendre vers l'universel

sité du vivant, invite à repenser notre place : l'humanité, minuscule face à la nature, mais capable, par l'art, d'en sublimer la grandeur. Une lueur d'espoir bienvenue dans le discours écologique catastrophiste actuel.

Autre enfant d'Esch sur Alzette, Julien Hübsch s'est installé à Montréal le temps d'une résidence à la Fonderie Darling l'année dernière. Il en a rapporté une exploration péri-urbaine du lieu-dit Le Champ des Possibles (ça ne s'invente pas), fasciné par cette zone en friches où est entre autres entreposé du matériel de protection utilisé pendant l'hiver. Avec *Desirelines/Archive/Loops*, Julien Hübsch nous transporte dans un chantier jaune canari – un filtre qui est devenu sa signature – à grand renfort de clôtures métalliques, de pans d'échafaudages et de fragments de murs, le tout soigneusement reconstitué au serre-câble et à la tubulure près. Comme Letizia Romanini, Julien Hübsch s'intéresse aux zones limitrophes à l'activité humaine, ici la ville. Avec *Desirelines (fragments)*, il pousse le jeu sur le détail agrandi jusqu'à l'abstraction dans une série d'impressions qui tapissent son chantier impeccable (il manque la poussière et les gravats) et qui donnent un petit air Warholien à l'ensemble. Au milieu l'œuvre participative *Sometimes in the fall* attend les visiteurs, une pile d'affiches dans laquelle on peut se servir. Partant du principe que les changements dans l'espace urbain sont les plus palpables dans les zones péri-urbaines encore mal définies, Julien Hübsch tente de fixer cet aspect construit/déconstruit qui les caractérise et qui est voué à disparaître, inexorablement. Conférant une dimension esthétique supplémentaire à l'espace d'exposition, Julien Hübsch pare le rez de chaussée d'un absurde et monumental collier de goulottes à gravats (*Loops*), jaunes évidemment.

À Schifflange, pas très loin d'Esch, Jérémy Palluce a été un petit frère qui regardait les grands jouer au football en attendant son tour. Il est allé à la piscine et s'est plus que probablement séché les cheveux dans les vestiaires. Pour lui, enfant, un discours fait du haut d'une chaire devait certainement sembler trop solennel, mais ça ne le troublait pas plus que ça lorsqu'il se balançait d'ennui

sur sa chaise de classe en attendant que cela se passe. Et il a porté cette capuche de fausse fourrure (*I'm so Hood*, référence à DJ Khaled) avant de l'accrocher au mur. Ces objets – des moments de latence qui sont autant de projections sur l'avenir – Jérémy Palluce les a patiemment récoltés et subtilement changés en ready-made comme lorsque Marcel Duchamp inversa son urinoir. L'imposante chaire, il la twiste et en fait une œuvre interactive (*Autotune Lectern*) en impactant le son qui sort du micro. Les chaises qui se balancent toutes seules (*haal op mat schaukelen*) sont motorisées et viennent toutes du Lycée de garçons d'Esch. Les séchoirs ont été récupérés aussi (*Föhn-Installation*) : ils sont transformés en enceintes et diffusent des sons adlib (sons déconstruits) provenant d'un séjour à Berlin documenté en vidéo. De même que le banc de touche du terrain de foot de Schifflange (*Arnautovic (Ersatzbank)*), authentique lui aussi. À partir des éléments réels qui le constituent, Jérémy Palluce pose la question universelle de l'attente et du devenir.

-final-final est la question posée par un logiciel lorsqu'il s'agit d'enregistrer la dernière version d'un document. L'ironie de la double requête informatique est parlante : tout est devenir, la fin d'un processus n'est pas obligatoirement définitive. Baignant dans la culture jeune, l'artiste imprègne son travail de ses passions comme le rap, très présent, et la mode, plus suggérée, ainsi que de son vécu pour s'interroger sur les questions d'ascension sociale, de transmission voire de rébellion.

Les quatre cartes blanches inédites que nous propose la Korschthal (jusqu'au 21 septembre) sont bien ficelées. Elles présentent une grande cohérence dans leurs différences. En réunissant ces quatre chamans à l'affût des messages du monde qui les entoure, la Korschthal signale à quel point Esch, marquée par son passé ouvrier et industriel, est marquante à son tour, comme une figure maternelle qui ouvre les possibilités au lieu de les brider. Le parcours artistique de ces quatre artistes reste en effet profondément influencé par la région des Terres Rouges. C'est de là qu'ils partent pour exprimer leur individualité et tendre à l'universel. N'est-ce pas là après tout le rôle de l'artiste ? ●



Christophe Raynaud de Lage

La relation
père-fille mise
à nu dans
La distance

Le politique sied au théâtre

IIII Paul Rauchs

Le Festival d'Avignon se termine avec une édition marquée par des spectacles plus grands que ça

Viendra, viendra pas ? Rachida Dati, ministre de la Culture, daigne finalement poser ses Louboutin à Avignon, une bonne semaine après ses prédécesseurs Jack Lang et Françoise Nyssen, une dizaine de jours après Eric Thill, son confrère du Luxembourg. Craignant, non sans raison, maints bras d'honneur, elle délaisse la Cour du même nom pour aller visiter un Ehpad extramuros et opposer, avec force populisme, la culture des banlieues dont elle se dit originaire au soi-disant bling-bling de la Cour d'Honneur. Il est vrai qu'avec Tiago Rodriguez, directeur du festival depuis deux ans, la politique joue le rôle de jeune première sur les tréteaux de la cité des Papes. On se souvient de la nuit anti-Front national de l'an dernier qui a prouvé que la culture n'est pas forcément démunie face aux turpitudes politiciennes.

Premier acte politique en 2025 : imposer la langue arabe comme langue invitée. Langue vivante, langue clivante, langue meurtrière, langue des Palestiniens de Gaza, elle s'avère cependant peu audible, si ce n'est dans les annonces qui accompagnent les trompettes de Jean-Michel Jarre à chaque début de spectacle, mais aussi, soyons honnêtes, dans quelques lectures données par de grandes voix arabisantes. Le festival s'ouvre sur *Nôt*, chorégraphie de Marlene Monteiro Freitas, artiste complice de l'édition, censée rendre hommage au cycle des *1001 Nuits*, mais se perdant et s'égarant dans un spectacle carnavalesque mêlant coprophagie et débauches excrémentielles, genre dans lequel le sulfureux Jan Fabre s'est montré autrement plus convaincant il y a quelques années.

Deuxième acte politique : Dans *one's own room inside Kaboul*, la journaliste française Caroline Gillet et la performeuse féministe afghane (dont on nous interdit de citer le nom pour des raisons évidentes de sécurité) invitent le public, déchaussé, dans une chambre d'hôtel au Cloître Saint-Louis afin d'assister à la projection d'images de la vie actuelle en Afghanistan. Deux rangées se font face devant une table dressée à ras le sol où l'artiste a

Premier acte politique : imposer la langue arabe comme langue invitée

déposé fleurs fanées et assiettes, bols et plats vides comme la vie réservée aux femmes par les talibans. Le charme de ces admirables poteries ironiques et féminines réalisés par l'artiste tient lieu de nourriture et ce lieu résonne comme un défi à la banalité du mâle et à la connerie des talibans. C'est une chambre avec vue sur les toits et les rues de Kaboul, et nous sommes interpellés autant par ces images d'une insoutenable actualité que par le regard des convives en face, rivé sur le même documentaire. Bannie de la vie publique, la femme afghane se trouve exilée dans son foyer, autour de son âtre où elle offre à ses hôtes tout ce dont le malheur la prive. À la fin, ceux-ci restent sur leur faim, tout comme leur hôtesse.

Troisième acte politique : faire revivre, à quelques centaines de mètres du Palais de Justice, l'affaire Pelicot.

Le procès Pelicot : justice et justesse

Quatre mois de procès, quatre heures de spectacle, quarante fragments mis bout à bout par Milo Rau, le metteur en scène suisse qui convoque tout ce qu'il y a de beau linge sur place pour rendre hommage à celle qui aura fait « changer la honte de camp ». Marie-Christine Barrault, très digne

grande dame, sonne les trois coups avec un hommage au Mont Ventoux, le géant de Provence dont le portrait, tel un surmoi impitoyable, veille sur la salle d'audience. Pétrarque, en faisant l'ascension du mont chauve, cite ces vers de Saint-Augustin « marchons loin de la débauche, des sales plaisirs et des impudicités » qui continuent à faire peur encore aujourd'hui, quelques 700 ans plus tard. Le marquis de Sade aussi, du haut de ses châteaux qui surplombent le Vaucluse, semble prendre un malin et malsain plaisir à suivre les crimes de Dominique Pelicot et de ses plus de quarante violeurs. Philippe Torretton donne corps avec effroi et émotion à ce bitoyable personnage, quand Ariane Ascaride donne voix à l'extraordinaire dignité de Gisèle, l'ex-épouse. En faisant le récit des insoutenables vidéos montrés lors du procès, la jeune Alison Dechamps fond en larmes non feintes quand, une heure plus tard, un plaidoyer de la défense vient faire écho aux travaux de Foucault qui s'insurge contre le « punitivisme ». Quand le théâtre recrée avec justesse la justice, on comprend que le tribunal est lui aussi une scène où se jouent catharsis et rédemption, reconnaissance et réparation.

Tiercé gagnant : Rau, Rodrigues et Marthaler

Triomphe bis pour Milo Rau et son spectacle itinérant *La lettre*, véritable « teatro povero » (un minimum de décors et de mise en scène) où deux jeunes comédiens prometteurs, Olga Mouak et Arne De Tremerie, parlent de leurs histoires qui les ont, nécessairement, orientés vers le théâtre, « un milieu si intense que les sentiments se confondent ». C'est un spectacle interactif, bien dans l'air du temps, où le public est invité à se montrer complice et où l'autodérision, l'humour et l'intelligence se fécondent mutuellement.

Le sommet, mis en scène par Christoph Marthaler, l'autre suisse, en est un de sommet de cette édition.

Un solide gaillard de montagne, sorte de gentil organisateur, sorte de sherpa aussi (dans le double sens du terme, diplomatique et montagnard) s'affaire dans un chalet de haute montagne et accueille, un par un, cinq femmes et hommes qui arrivent par... un monte-charge, unique voie d'entrée et de sortie de ce refuge de haute-montagne où six personnages se mettent en quête d'entente. Car c'est à cela que servent les sommets : essayer de mettre d'accord des participants qui ne se comprennent pas. Dans cette véritable Tour de Babel, dans cette ode burlesque à une joyeuse incommunicabilité, les parties articulent ou plutôt désarticulent en bava, italien, schwyzerdütsch et français. Quelques chansons, onomatopées et autres bruitages arrivent parfois à les mettre d'accord. Tout cela est drôle, inventif et espiègle à souhait et fait penser à une réunion au sommet où Kafka, Buster Keaton et Jacques Tati se retrouveraient dans la cabane de la *Ruée vers l'or* de Charlot. À la fin, la ronde tragicomique finit par s'entendre et recouvre de quelques draps dérisoirement protecteurs le sommet de la montagne qui perce depuis le début le plancher de la hutte. Nous avons cru y déceler un glacier mis à nu par sa fonte, véritable éléphant dans la pièce, symbole du réchauffement climatique que le sommet échoue bien évidemment à juguler. « Heureusement qu'il y a Marthaler », avons-nous entendu à la sortie de La Fabrica.

Pour *La distance*, Tiago Rodrigues a convié Adama Diop, acteur sénégalais confirmé, et Alison Dechamps, comédienne française, révélation du festival, pour interpréter père et fille dans un monde pas si futur. Fuyant une terre devenue inhabitable, la fille s'enrôle dans une secte qui s'en va vivre sur Mars pour oublier le monde ancien et inventer une société nouvelle. On aura compris que la distance physique terre-mars ne fait que refléter la distance entre père et fille qui continuent à s'aimer malgré tout dans un face-à-face d'incompréhension et d'incommunicabilité. La relation fille-père est mise à nu avec une

intensité et une sensibilité à faire pleurer tous les pères du monde... et des environs. Du superbe décor tournant de fin du monde, qui n'est pas sans faire penser au Godot de Beckett, se dégage une irrésistible atmosphère de saudade, cette mélancolie propre au pays d'origine du metteur en scène portugais.

Brel et Giono extra muros

Voici deux productions où la nature tient la vedette, où dieu *himself* signe les décors. Et pour un peu, ça s'arrête déjà là. Anne Teresa De Keersmaeker retrace dans les carrières de Boulbon la carrière du grand Jacques dans un spectacle simplement appelé *BREL*. L'enfant de Bruxelles, qui chantait « Ik ben van Luxembourg » pour ne pas passer pour un flamingant, gueulait ses chansons aux sentiments gros comme ça dont quelques vers s'étalent grand comme ça sur les parois rocheuses. La grande Anne Teresa invite dans son spectacle, qui devient alors leur spectacle, le jeune Solal Mariotte, solaire comme son nom, issu du break-dance. Teresa danse comme toujours, Solal vire-volte, Solal se tortille, Solal tourne par terre, Solal vole dans le ciel, en un mot : Solal brelise comme Bruxelles bruxellisait dans les années Brel. Solal fait le spectacle, mais pour le reste, il faut bien admettre que les chansons sont connues, trop connues et le spectacle convenu, trop convenu. On souhaite du contrepoint, on a du pléonasme.

De l'univers tellurique, au monde végétal : dans *Prélude de Pan*, un « spectacle en déambulation », Clara Hédouin entraîne le public sur les hauteurs de Villeneuve-lès-Avignon dans une évocation de la nouvelle éponyme de Jean Giono, sorte de prélude initiatique à sa fameuse trilogie rurale. Deux acteurs et une actrice font dialoguer les mots de l'auteur avec les maux d'aujourd'hui, en entretenant l'espoir, sous un crépuscule bucolique, d'un monde paysan respectueux de son environnement. Un spectacle bien propre sur lui, candide, un peu naïf, mais nécessaire dans son optimisme utopiste, bien dans la veine de Giono.

Le Canard (plus sage que) Sauvage

En s'attaquant une énième fois au grand Ibsen, Thomas Ostermaier n'a pas trois pattes à ce canard pas si sauvage que ça. Comme tant de pièces du 19^e siècle finissant, Le canard sauvage nous parle de mensonges et de cadavres dans le placard des familles bourgeoises. Un demi-frère, qui s'avère être un faux frère, se met en tête de révéler la Vérité (avec majuscule s'il vous plaît) à son ami d'enfance qui s'est construit un narratif, comme on dit aujourd'hui, lui permettant de vivre tant mal que bien sa vie avec sa femme et sa fille. Une scène tournante (encore !) montre l'envers de ce décor dans lequel évoluent les (très grands) acteurs de la Berliner Schaubühne. De Platon à Juncker, en passant par Machiavel, on sait que la vérité, toute la vérité, rien que la vérité est affaire d'intégristes et pas toujours bonne à dire, ni à entendre. En nous offrant du bon mais pas du grand théâtre, l'enfant terrible de la scène allemande nous fait passer un agréable moment, tout en nous laissant quelque peu sur notre faim. Le magret et son foie gras ont un petit goût de rillettes.

Le soulier de satin : le clou du festival clôt le festival

Pour paraphraser Mauriac à propos de l'Allemagne, j'avoue aimer tellement cette pièce de Claudel que je l'ai vue deux fois, la première ayant sombré, il est vrai, dès le premier acte fini, sous un orage aux allures de déluge biblique. La seconde, savourée, dégustée, goûtée dans son entièreté de huit heures, excusez du peu, se révèle être une performance dans le plein sens anglo-saxon du terme, spectacle à la fois sportif et physique, dramatique et musical, poétique et féérique, mystique et politique, classique et contemporain, en un mot : baroque. Cela se termine encore une fois sous un déluge, un déluge cette fois-ci de standing ovations et d'applaudissements réciproques, les spectateurs félicitant les acteurs et musiciennes, ces derniers remerciant

le public. 38 ans après la production iconique d'Antoine Vitez, toutes et tous jubilent d'être entrés, une nouvelle fois, dans l'histoire du festival.

À la tête de sa troupe de la Comédie Française, le metteur en scène Eric Ruf intègre tous les ingrédients que lui offre la mythique Cour d'Honneur, faisant répondre la démesure du lieu à la démesure de la pièce : les acteurs investissent la scène et les gradins, et les lumières révèlent les comédiennes tout autant que les murs et fenêtres du Palais. Les voix des acteurs répondent au chant des instrumentistes, et le chœur du public (mais oui) fait écho aux tirades des actrices. Les monologues sonnent comme des airs d'opéra, et le duo presque final entre Don Rodrigue (fabuleux Baptiste Chabauty) et sa fille adoptive Marie des Sept-Épées (bouleversante Suliane Brahim) est du théâtre avec une virtuosité comme on n'ose plus en exhiber. Marina Hands fait des prouesses dans une Dona Prouhèze aux mille visages et presque autant de costumes, signés par un Christian Lacroix dont la haute-couture habille avec une gourmandise pareille puissants et gueux. Haillons, habits d'apparat et autres armures brillent d'un éclat baroque sans jamais se départir d'une note d'ironie. Les anges portent des ailes et les conquistadors des capes et des épées. Dans *Le Soulier de Satin*, Paul Claudel a pris toutes les libertés avec les règles aristotéliennes de l'unité de l'espace, du temps et de l'action. Ne comptez donc pas sur moi pour vous résumer l'intrigue, pardon les intrigues qui se déroulent à l'époque des grandes découvertes

38 ans après la production iconique d'Antoine Vitez, Le Soulier de satin fait se lever les spectateurs

et s'étirent sur plusieurs décennies et autant de continents, de l'Espagne à l'Amérique du Sud où Claudel fut ambassadeur. À travers la grandeur et la déchéance de Don Rodrigue, la perfidie de Don Camille, la magnanimité du roi, l'amour et le sacrifice des femmes, rien de ce qui est humain n'est étranger à ce Soulier, pour le dire avec les vers de Tércence.

Et le soulier de satin là-dedans ? me direz-vous. Eh bien, avant d'entreprendre « adultèrement »

ses pérégrinations, Donna Prouhèze offre à la Vierge son soulier de satin pour entrer d'un pied boiteux dans le monde du péché. Superbe image que cet escarpin qui, accroché à un ballon de foire, prend de la hauteur, se met à flotter dans les airs au-dessus de la tête du public et refuse de se poser, sa maîtresse n'ayant absolument rien d'une Cendrillon. Une soirée mer-veilleuse, bercée par le mouvement des bateaux et le roulis des flots de l'océan, véritable leitmotiv de cette nuit et admirablement mimés par toute la troupe du Français.

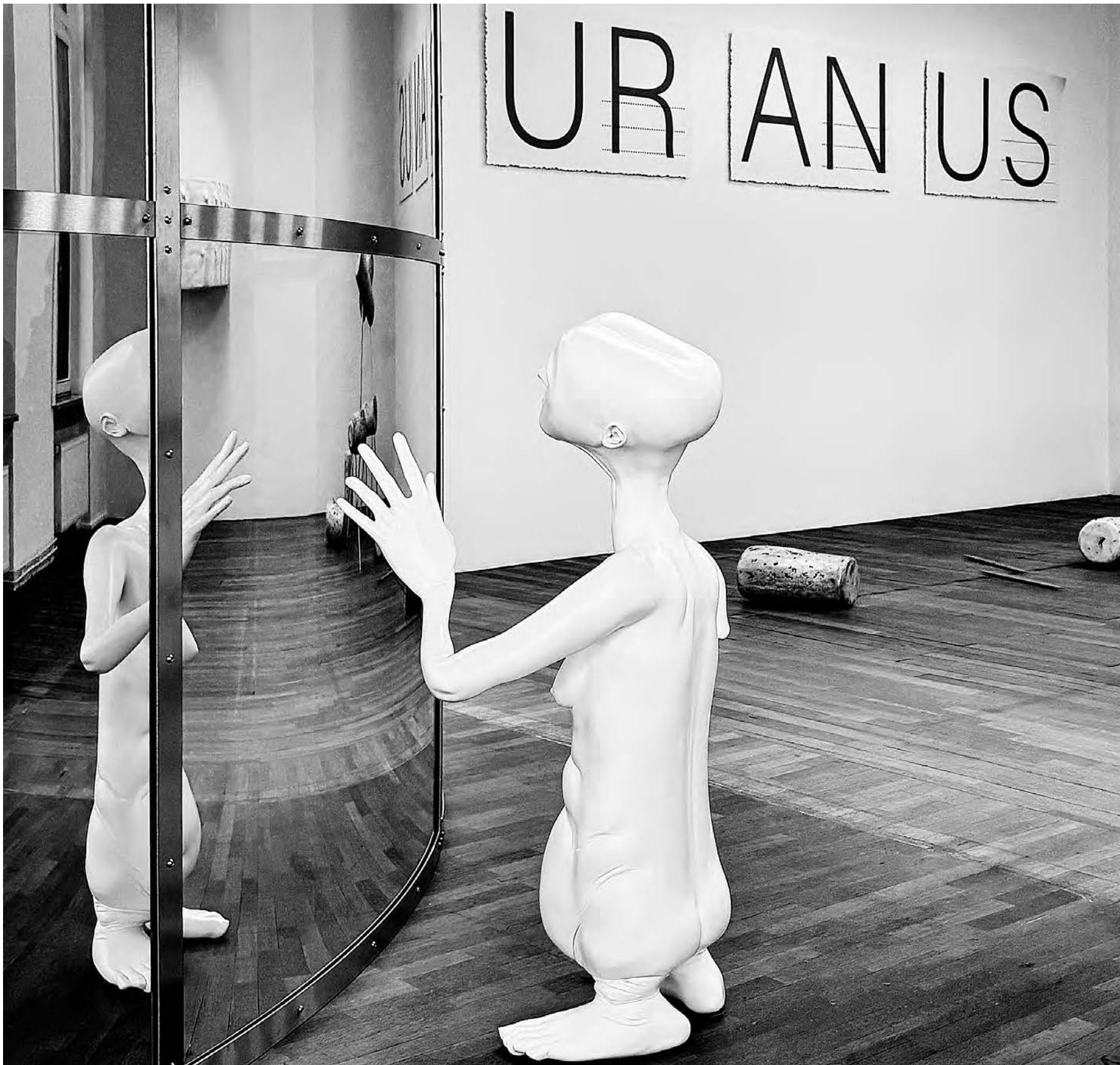
Charlie-Hebdo : dix ans déjà

Quatrième et dernier acte politique (mais y a-t-il un théâtre qui ne soit pas politique ?), cette fois-ci dans le Off, au Théâtre de l'Oulle où Gérard Dumont, bien connu à la Kufà d'Esch, donnait lecture de la *Lettre aux escrocs de l'islamophobie*. Antonio Fischetti vient d'y montrer, quelques minutes plus tôt, son film *Je ne veux plus y aller maman*, hommage et clin d'œil à Elsa Cayat, la psy assassinée, comme tant de ses complices, par des terroristes islamistes. La colère et le rire font rempart au pire, et la soirée se poursuit avec une table ronde réunissant une partie de l'équipe du journal (Coline Renault, journaliste, Gérard Biard, directeur, Antonio Fischetti, journaliste, Juin, dessinateur) pour se terminer à quelques pas de là, tard dans la nuit, dans une joyeuse taverne. Nous croyons entendre alors Elsa, éclatant de son rire tonitruant, éclatante de vie et de santé. ●



Christophe Raynaud de Lage

Somptueux costumes de Christian Lacroix pour *Le Soulier de satin*



Théâtre des normes

IIII Karolina Markiewicz

Avec *Hot Flashes*, Aline Bouvy déploie une exposition à la fois visuelle, physique et résolument idéologique

Le Casino Luxembourg – Forum d’art contemporain devient un espace de bascule où se croisent des visions troublées de l’enfance, de la féminité assignée, du vieillissement du corps, du désir et du regard social. Aline Bouvy y orchestre un parcours scénique affirmé, presque théâtral, conçu comme un récit suspendu. Et nous, spectateurs, devenons les acteurs involontaires d’un dispositif critique qui se joue de nous tout en nous regardant.

Le titre, *Hot Flashes*, fait bien sûr référence aux bouffées de chaleur de la ménopause, ce seuil biologique souvent associé à l’effacement du corps féminin dans les imaginaires collectifs. Mais ici, loin d’un discours victimisant, Aline Bouvy construit un contre-récit féministe à la fois étrange et magnifique : celui d’un corps qui est post-reproductif, hors norme, mais toujours irréductible. Un corps qui s’apparente clairement à celui d’E.T., ce petit héros de notre enfance, qui est féminisé, dédoublé et regardé ici autrement. Il y a dans cette image, l’enfant qu’on a été et le monstre qu’on devient, quelque chose de profondément juste.

L’exposition se vit comme une représentation douce-amère. Dès l’entrée, au premier étage, une fresque monumentale donne le ton. Elle est ins-

pirée des années 1970 : des formes enfantines en couleurs pastel, des silhouettes de jouets surdimensionnées. On sent que sous la surface familière se loge un trouble, on pourrait presque percevoir des rires qui se transforment en cris de douleur ou de rage. Les visages sont figés, l’espace semble presque trop propre, la nostalgie se transforme en méfiance, peut-être un cauchemar à venir. En détournant les codes de l’imagerie enfantine, Aline Bouvy explore l’enfance non pas comme le territoire de l’innocence, mais comme le premier lieu d’apprentissage normatif. L’espace du jeu devient celui de la formation sociale. L’âge où l’on apprend les rôles, on se plie au genre, on se mesure à ce qui est permis ou non. Un tiroir qui se ferme aussitôt dès qu’on s’en approche pour y plonger la main. C’est drôle et effrayant à la fois. Tout est sur ce ton, *happy and scary*. L’artiste utilise cette esthétique du familier pour mettre à nu un système de conditionnement doux, mais hautement efficace où les objets – aussi anodins soient-ils – participent à la construction de cet ordre préétabli et auquel on se soumet presque avec plaisir.

Au centre du parcours trône une installation blanche, clinique, presque chirurgicale : une cuisine grandeur nature, immaculée, surmontée

d’une croix rouge. L’espace domestique y devient le théâtre des sacrifices quotidiens. Dépouillée de toute fonction chaleureuse, cette cuisine aseptisée paraît sortie d’un hôpital ou d’un laboratoire. Le geste est radical : repenser le foyer à sa dimension affective pour révéler ce qu’il impose. Le corps féminin y est présumé à sa place, mais cette place est celle de la soumission, de l’effacement et de la répétition quotidienne. Le blanc n’évoque plus la pureté, mais l’écrasement total : tout est très net, silencieux et la violence sociale s’en trouve ainsi renforcée. On est dans un huis clos abstrait, glaçant, où le rôle de mère, de servante ou de nourricière est décontextualisé afin d’en exposer la mécanique.

Le dispositif le plus saisissant de l’exposition est sans doute un grand mur en miroir sans tain qui divise la salle de façon organique. D’un côté, le visiteur voit sans être vu ; de l’autre, il se reflète, déformé, sans comprendre s’il est observé ou pas. Cette pièce interroge la dynamique du regard, de façon frontale. On réfléchit à qui a le pouvoir de voir et qui est l’objet du regard. Aline Bouvy pousse cette logique jusqu’au corps. Une sculpture installée face au miroir, une belle fusion entre sa propre silhouette et celle d’E.T., figure emblématique de l’altérité cinématographique donc, introduit un corps mutant, queer, presque post-humain. Cette créature hybride incarne un double exclu, une corporalité dissidente, à la fois déstabilisante et très tendre, exactement comme le restera notre E.T. à tous. Ici E.T. va cependant plus loin, car il appelle autant le trouble du genre que celui de la reconnaissance.

Plus loin, des structures en bois fin et polystyrène, proches de maquettes, reconstituent des intérieurs

réduits à l’état de fragments qui sont évocateurs de tous les rôles projetés et caricaturés, mais qui sont surtout imposés. Ces petites installations évoquent les maisons de poupée ou les décors de cinéma à l’échelle d’un regard dominant. On y pénètre mentalement, mais pas physiquement. L’échelle crée une distance, mais aussi une tension : le chez-soi devient une sorte de prison symbolique installée dans ce qui ressemble à des hamburgers éventrés. Ces installations se situent entre ironie et vulnérabilité. Elles semblent inachevées mais elles suggèrent que ces assignations sociales ne sont peut-être pas si stables. Elles pourraient bien être subverties et retournées contre le système qui les produit continuellement.

L’exposition, curatée par Stilbé Schroeder, fonctionne comme une dramaturgie. Chaque œuvre entre en écho avec la précédente, chaque espace est conçu comme une séquence. La lumière, les couleurs contenues et les sons sont presque absents. Ici tout est affaire d’ambiance et de tensions ponctuées par de longs pics métalliques brillants, insérés dans le mur de la salle principale, comme une annonce de scènes d’horreurs à venir ou bien en transposition des douleurs corporelles ressenties ou bien de frustrations aiguës. Tout est une mise en interprétation. Le Casino devient un théâtre mental, dans lequel nous, les visiteurs, nous progressons lentement, contraints d’ajuster nos perceptions.

La scénographie d’Aline Bouvy ne semble pas vouloir séduire, cependant elle nous implique. Elle engage à nous déplacer, à repasser, à opérer un demi-tour, à prendre position. C’est là que réside sa puissance : fabriquer un environnement



E.T. rappelle ici le trouble du genre et celui de la reconnaissance

où les corps sociaux, masculins, féminins, queer, normés et/ou dissidents, s'entrechoquent sans aucune hiérarchie formelle, mais dans une cohérence plastique bien maîtrisée.

Aline Bouvy est une artiste singulière sur la scène européenne. Elle représentera le Luxembourg à la prochaine Biennale de Venise en 2026. Ce choix, salué par les milieux critiques, fera place à une démarche intransigeante, exigeante et cohérente, capable d'articuler un monde sous tension, les enjeux du genre, de l'espace et de la mémoire dans un langage visuel aussi dense qu'élégant.

Hot Flashes restera une exposition d'une lisibilité forte. Aline Bouvy permet de lier une critique sociale profonde à une esthétique subtile, sans aucun dogmatisme ni aucune complaisance. Notre expérience de spectateurs se construit dans le trouble, la mise à distance et l'identification. Il n'y a pas de discours explicite, mais des agencements puissants qui travaillent les sens autant que les idées.

À travers cette œuvre, Aline Bouvy s'inscrit dans une filiation qui lie l'intime au politique et où l'espace d'exposition devient un territoire d'émancipation, de résistance mais aussi de réinvention. À l'heure du débat sur les genres, où les corps et les normes sont instrumentalisés, *Hot Flashes* agit comme une contre-attaque déterminée, mais sensible, drôle et belle. ●

Hot Flashes d'Aline Bouvy à voir au Casino Luxembourg – Forum d'art contemporain, jusqu'au 12 octobre

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Merci les étudiants de Vanuatu

IIII Jean Lasar

La Cour internationale de Justice a adopté le 23 juillet un « avis consultatif » de portée historique qui affirme solennellement la responsabilité des États en matière de changement climatique et prévoit une obligation de réparations en cas de violation de leurs obligations. À l'origine de cette décision se trouve une initiative d'étudiants de Vanuatu, révoltés par la perspective de voir leur pays englouti par le Pacifique dans l'indifférence générale. Il y a six ans, ils demandaient à la Cour, la plus haute juridiction de l'ONU, d'interpréter l'ensemble de lois et statuts applicables à la problématique climatique. Rejoints par de nombreux États, dont une coalition d'États mélanésiens dite « Fer de lance », et organisations internationales, ces étudiants ont assurément réussi leur coup. L'avis de la CIJ est certes consultatif, mais, adopté à l'unanimité des quinze membres de la Cour présidés par Yuji Iwazawa et rédigé en des termes implacables, il est susceptible de devenir, au fil des ans, une jurisprudence aussi fondamentale que bienvenue pour toutes les actions en justice ayant trait à la crise climatique.

27 étudiants en droit peuvent se targuer d'être à l'origine de cet avis. Inscrits à l'Université du Pacifique Sud, ils ont eu l'idée de mettre le tribunal de La Haye au défi de se prononcer sur la responsabilité des États à l'égard du réchauffement. Forts de leurs connaissances juridiques, ils avaient déjà rédigé un mémoire à cet effet lorsque, « nerveux » et « tirés à quatre épingles », selon le témoignage de l'un d'entre eux au *Guardian*, ils sont allés voir Ralph Regenvanu, qui était alors ministre des Affaires Étrangères de l'archipel, pour défendre leur projet.

Trouvant l'idée très bonne, celui-ci s'est alors engagé à la mettre à l'agenda international. Après avoir constitué une alliance étendue, notamment avec d'autres États concernés par la montée des eaux, dans le Pacifique mais aussi aux Caraïbes, il a réussi à faire adopter

en septembre 2022 par l'Assemblée générale de l'ONU une résolution posant deux questions à la CIJ : celle des « obligations des États en matière de changement climatique », autrement dit des instruments juridiques applicables, et celle des « conséquences juridiques des actions ou omissions d'États à l'origine de dommages significatifs au système climatique et à d'autres composantes de l'environnement ».

La réponse de la Cour tient en 133 pages. Elle s'appuie sur la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, l'Accord de Paris et d'autres textes ayant trait au climat ou à l'environnement, mais aussi, et c'est là sans doute un des grands mérites de cet avis, sur les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont la Déclaration universelle. Partant du principe que les changements climatiques ont des effets néfastes sur la jouissance des droits de l'homme, dont le droit à la vie, à la santé, à un niveau de vie suffisant, des droits des femmes, des enfants et des peuples autochtones, elle établit un lien fondamental entre ces deux pans du droit international.

L'accueil réservé à cet avis suggère qu'il est appelé à devenir un jalon significatif. Sa portée est mondiale, car il s'applique aussi aux États qui ne sont pas signataires des traités de l'ONU. Les parlementaires, les juges et les avocats peuvent s'en saisir pour étayer ou modifier des lois, ou pour attaquer en justice les États pour leur inaction climatique. Car l'avis lève toute ambiguïté sur leur responsabilité à cet égard, évoquant « un fait internationalement illicite engageant » leur responsabilité lorsqu'ils violent leurs obligations en matière de climat. Quant au « lien de causalité entre actions ou omissions d'un État », s'il est « plus ténu que lorsqu'il s'agit d'une pollution ayant des origines locales, il n'est cependant pas impossible à établir », opine la CIJ, qui précise qu'il « s'agira simplement d'apprécier et d'établir ce lien de causalité *in concreto* dans chaque cas ».

Il est rafraîchissant qu'une action partie d'un archipel de 300 000 habitants, aux premières loges des impacts du réchauffement mais loin de tout, ait débouché sur cet avis de la CIJ

L'avis de la CIJ peut parfaitement être invoqué aux États-Unis, même s'ils ne reconnaissent pas la Cour. Certes, avec une Cour suprême qui laisse aujourd'hui passer la plupart des actes autoritaires de Donald Trump, se servant notamment du « shadow docket » pour lui donner au fil de l'eau des blancs-seings non motivés, cette perspective peut aujourd'hui paraître illusoire. Elle peut néanmoins s'avérer très réelle à l'avenir, dans une autre configuration politique, et ce d'autant plus que l'établissement d'un lien de causalité y serait dans bien des cas plus faciles que dans d'autres pays.

Il est rafraîchissant qu'une action partie d'un archipel de 300 000 habitants, aux premières loges des impacts du réchauffement mais loin de tout, ait débouché sur cet avis de la CIJ, que le secrétaire général de l'ONU a qualifié de « victoire pour [la] planète, pour la justice climatique et pour la capacité des jeunes à faire bouger les choses ». ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH

Much Ado About Nothing

IIII Jacques Drescher

„Bettel says grand duchess did not want him in film“ (*Luxembourg Times*, 28.07.25).



E Film ouni de Bettel
Ass wéi e Fësch ounst Rad.
D'Madame huert zanter laangem
Mam Xavier net geschwat.

Si ass nach ëmmer rosen;
En hat se uerg getraff.
No dem Rapport Waringo
Huet d'Messer si geschlaff.

De Xavier ass ganz traureg;
Hien ass dach Monarchist.
E kräischt a lamentéiert
A fillt sech ugepisst.

D'Madame ass déck zefridden;
Si ass net liberal
Si léisst sech näischt gefalen
A meeschtert d'Personal.

Administration communale
de Wormeldange

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
17.09.2025 10.00 heures

Intitulé :
Construction d'un pavillon à la
route du vin à Ehnen, dans le parc
Ehnen Puddel.

Description :
- Construction d'un pavillon par
entreprise générale.

Conditions d'obtention du dossier :
Électronique par l'intermédiaire
du Portail des marchés publics.

Réception des plis :
Électronique par l'intermédiaire
du Portail des marchés publics.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2501871

Le Collège des Bourgmestre
et Echevins

Ministère de la Mobilité et
des Travaux publics
Administration des Ponts
et Chaussées
Division des Ouvrages d'Art

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
08.10.2025 10.00 heures

Lieu :
Ministère de la Mobilité et
des Travaux publics
Administration des Ponts
et Chaussées

Division des Ouvrages d'Art
41-43, bd G-D Charlotte
L-1331 Luxembourg

Intitulé :
OA 1048

Description :
- Remise en état du pont haubané.

Critères de sélection :
*Critères de sélection (extrait non
exhaustif) pour être considérés
lors de l'examen des offres des
soumissionnaires, les conditions
minima suivantes sont requises :*
- Nombre minimal de
2 références pour des projets
analogues et de même nature
durant les cinq dernières
années :
- Une référence comprenant
des opérations de soudures
ainsi que de traitement
anti-corrosion sur un
ouvrage d'art
- Une référence ayant nécessité
le soulèvement d'un tablier
d'ouvrage d'art.

Conditions d'attribution :
*L'attribution du marché se fera
sur l'offre économiquement la plus
avantageuse sur base du meilleur
rapport qualité/prix, qui est évalué
sur base de critères d'attribution
comprenant les aspects qualitatifs,
environnementaux et sociaux.
L'offre économiquement la plus
avantageuse sera déterminée par
l'application des différents critères et
leurs pondérations respectives, tels
que repris ci-après :*
- Critère n°1 : Prix de l'offre 50 %
- Critère n°2 : Méthodologie
technique 30 %
- Critère n°3 : Organisation et
planning 10 %
- Critère n°4 : Qualité et
présentation de l'offre 10 %

Modalités visite des lieux/réunion
d'information :
Visite des lieux obligatoire :
326A, route de Thionville
L-5884 Hesperange,
le 03.09.2025 à 14.00 heures

Conditions d'obtention du dossier :
Les intéressés peuvent retirer
les documents de soumission
gratuitement sur le Portail des
marchés Publics (*www.pmp.lu*).

Réception des plis :
La remise électronique est
obligatoire. Les offres portant
l'inscription « soumission
pour ... » sont à remettre à
l'adresse prévue pour l'ouverture
de la soumission conformément à
la législation et à la réglementation
sur les marchés publics avant
les dates et heure fixées pour
l'ouverture. Les offres peuvent
également être remises de manière
électronique par le biais du
Portail « PMP ».

Autres informations :
La remise d'un DUME est
acceptée.

Principales caractéristiques
du marché :

- Remplacement des appareils
d'appuis
- Renforcement de la charpente
métallique
- Lestage en béton armé avec
un coffrage perdu en tôles
métalliques
- Installation de nouveaux
dispositifs de retenue
horizontale
- Création d'un nouvel accès à
la culée Nord-Est
- Traitement anti-corrosion des
surfaces impactées par
les travaux.
Début prévisible des travaux :
début 2026
Délai exécution du chantier :
120 jours

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2501911

La Ministre de la Mobilité
et des Travaux publics,
Yuriko Backes

SNHBM

Société Nationale des
Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : 01 ouverte
Type de marché : Travaux

Date limite de remise des plis :
26.08.2025 10.00 heures

Lieu :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg

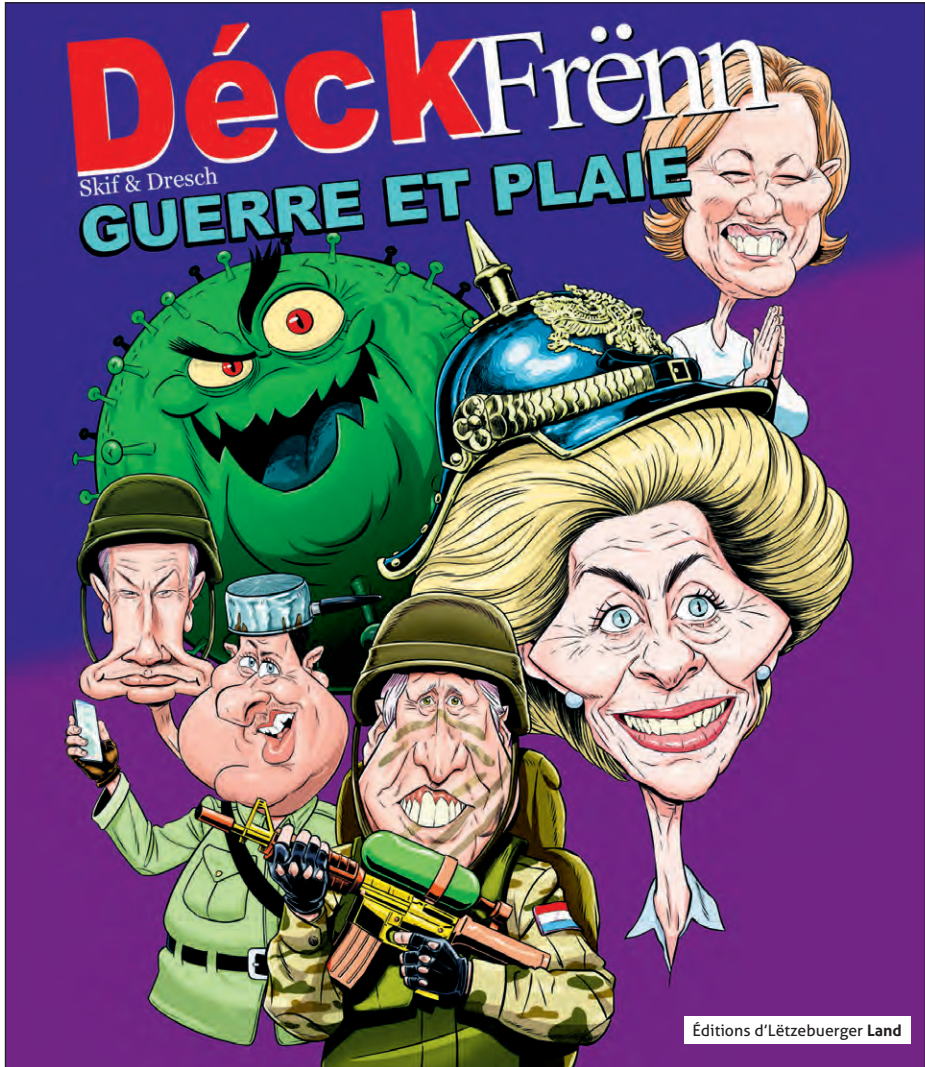
Intitulé :
3385_menuiserie intérieure,
cuisines, réf. G7-1.

Description :
- L'exécution des travaux de
menuiserie intérieure - cuisines
de 2 immeubles résidentiels
à Belval.

Conditions d'obtention du dossier :
Le bordereau de soumission est
téléchargeable sur le portail des
marchés publics.

Réception des plis :
Le jour de l'ouverture avant
10.00 heures.

N°. avis complet sur *pmp.lu* :
2501915



Les Éditions d’Lëtzebuurger Land ont le plaisir
d’annoncer la parution du livre

Déck Frënn Guerre et Plaie

par Skif & Dresch

L’album préfacé par le scénariste contient la suite (2021-2022) de
la bande dessinée du même nom parue dans le *Lëtzebuurger Land*.

Cet ouvrage commente l’actualité luxembourgeoise de manière satirique et se
lit comme une chronique des événements de la politique luxembourgeoise.

En librairie et sur *www.land.lu* (rubrique « Livres »)

d’LëtzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C.B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Antoine Hron (48 57 57-1; ahron@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), **Stéphanie Majerus** (48 57 57 35; smajerus@land.lu), **Erwan Nonet** (48 57 57 28; enonet@land.lu), **Sarah Pepin** (48 57 57 36; spepin@land.lu), **Pierre Sorlut** (48 57 57-20; psorlut@land.lu), **Bernard Thomas** (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Yi Ren (48 57 57-32; yren@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d’Lëtzebuurger Land **Instagram** letzeburger_land **Impression** Editpress S.A. **Prix par numéro** 6,50 € **Abonnement annuel** 220,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Compte en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000

Wolfgang Tillmans investit la BPI

IIII Loïc Millot

Pour sa dernière grande exposition avant rénovation, le Centre Pompidou accueille au sein de la Bibliothèque d’information publique (BPI) une vaste installation de Wolfgang Tillmans

Sous un titre quelque peu sibyllin, *Rien ne nous y préparait, tout nous y préparait*, le destin des hommes semble suspendu à une dialectique, à la fois surprenante et prévisible, opaque et transparente, comme dans une tragédie grecque. Pareil intitulé renvoie aussi à la « réalité latente » que représente, pour l’artiste allemand, la photographie. Une réalité dont la signification peut être actualisée par le cours ininterrompu de l’histoire. Ce que montrent ces deux photographies en noir et blanc, prises en 2005, qui acquièrent rétroactivement une forte résonance politique. La première, qui montre de jeunes soldats russes dans une rue de Moscou (*Armée*), anticipe l’invasion de la Crimée dix ans plus tard. La seconde, *Empire*, où l’on distingue un poste de contrôle à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, trouve un écho brûlant dans la violente stigmatisation de l’immigration sud-américaine opérée par Donald Trump. Bien que fixée par l’appareil de prises de vue dans un contexte donné, la réalité se présente à nous comme une matière vivante, ouverte aux convulsions des temps.

L’histoire, minuscule et majuscule, constituée de vies anonymes ou renommées, et à laquelle s’aggrave la propre existence de l’artiste, constitue le matériau principal de l’exposition parisienne. En neuf sections ajustées au lieu, depuis ses rayonnages en passant par la moquette jusqu’aux ordinateurs et photocopieuses, l’artiste mobilise une pluralité de genres (portrait, paysage, nature morte), de formats (de l’infime au monumental), et d’échelles perceptives, incitant le spectateur à s’approcher ou à s’éloigner de l’objet de son regard. Au lieu de suivre un parcours tracé par avance, le visiteur est libre de se frayer un chemin au sein des 6 000 mètres carrés mis à la disposition de Wolfgang Tillmans. Une expérience vertigineuse qui en désoriente plus d’un malgré le fascicule remis à l’entrée offrant de modestes repères.

Dépouillée de la plupart de ses étagères, l’immense surface de la BPI, devient l’objet d’une réflexion sur le public ainsi que sur le lieu d’exposition. Alors que la foule se presse logiquement dans les espaces centraux, où se trouve en effet la plupart des œuvres et documents présentés, rien n’empêche le spectateur d’emprunter des chemins de traverse et de découvrir, au fil de son errance, une œuvre oubliée du public, comme ce petit oiseau esulé au bout d’un couloir, près de l’entrée (*Jeune rouge-queue noir*, 2022). La BPI souffre ainsi comme un espace latent, où toutes sortes de potentialités de cheminement sont activables par le corps et la curiosité du regardeur, conférant à ce dernier une grande place à son libre-arbitre. Selon l’emplacement des œuvres, qui n’obéissent à aucun ordre chronologique, Tillmans redistribue le rapport à la marge, redéfinit les hiérarchies et les priorités (ici, l’isolement de l’oiseau subit la concurrence des sujets politiques qui occupent le centre de la manifestation). Dans le sillon de Gustave Courbet, qui a élevé un enterrement de province aux dimensions monumentales de la peinture d’histoire, Tillmans tire en grand le portrait d’un sidérurgiste, casque de protection sur la tête, ou d’un jeune Tatar originaire d’Ukraine qui est devenu coiffeur au Canada. Ailleurs, un ensemble de portraits rassemble des visages inconnus aux côtés d’intellectuels et d’artistes, à l’instar de John Waters, Oscar Niemeyer ou Hito Steyerl, l’une des voix actuelles les plus critiques concernant les usages

Tillmans repense le rapport à la marge, redéfinit les hiérarchies et les priorités

sociaux des technologies. Un principe d’équivalence que l’on rencontre aussi bien à travers ses portraits d’objets et d’animaux, dépassant les frontières entre espèces humaines et non-humaines.

À l’agencement des œuvres s’ajoute une réflexion originale sur l’accrochage et la scénographie. Alors que les tirages photographiques sont présentés à la verticale, les imprimés (presse, catalogues, affiches, pochettes de disque…) se contemplent horizontalement sur des tables de lecture faisant office, pour l’occasion, de tables de montage (de documents). Au sein de ce corpus hétérogène, Tillmans a inséré de nombreuses pages de sites américains renvoyant à des mots-clés ayant disparu du Net, comme « inclusion », « équité » ou « transgenre ». Ailleurs, on lit un compte-rendu paru dans *The Guardian* sur un directeur d’étude de Floride ayant démissionné après que des parents ont qualifié le *David* de Michel-Ange de pornographique. À travers la mise en scène de ces imprimés, Tillmans fait émerger une conscience des rapports de force entre progressistes et conservateurs. Cependant que son œuvre s’est forgée au sein de la contre-culture des années 1990, il observe, comme nous tous, le recul des droits fondamentaux, le retour de l’autoritarisme et des fondamentalismes. Ce qu’il constatait dès 2018 dans son ouvrage *Qu’est-ce qui est différent ?* : « Je rencontre dans ma vie de nombreuses personnes différentes, aux opinions politiques très variées. Avec la plupart d’entre elles, il m’est possible, malgré des perspectives opposées, d’avoir des discussions intéressantes (...). Cependant, je croise parfois des individus autoritaires, patriarcaux et nationalistes et avec eux, aucun véritable échange n’est possible (...). Les similitudes entre populistes

de droite, islamistes et autres fondamentalistes religieux sont étonnamment manifestes. Ce sont des hommes pour la plupart, tous intéressés par l’autorité, le patriarcat, la pureté de la nation ou de la foi. Ils sabotent la coexistence multiculturelle pour nous faire ensuite croire qu’une cohabitation pacifique est impossible. Il est de notre devoir de démontrer que de telles communautés existent encore aujourd’hui dans de nombreuses régions, et que nous avons l’intention de les conserver et de les renforcer. »

Ce devoir de prendre position face à ces faiseurs de divisions, Tillmans en saisit toutes les opportunités. Comme lorsqu’il érige en 2024 un *Mémorial pour les victimes des religions organisées*, une initiative étrangement unique au monde, ou qu’il encourage à voter aux élections européennes afin de contrecarrer l’influence belliqueuse des nationalistes. Outre cet engagement, particulièrement émouvant dans un lieu public de transmission des savoirs, l’exposition fait état de la grande diversité des techniques de reproduction utilisées par Tillmans (photocopieuse, diaporama, vidéo), loin du seul usage photographique auquel il est souvent réduit. Mieux encore, l’artiste allemand se révèle un expérimentateur hors pair, procédant à toutes sortes d’essais techniques aux rendus paradoxalement abstraits et méta. En témoignent la série, inachevée, du *Freischwimmer* (2003-), qui rassemble des dessins de nageurs réalisés en chambre noire avec des sources lumineuses portées à la main, mais aussi *Silver* (1992-), composée de photographies obtenues à partir de bain de développements non nettoyés, ce qui produit des accidents chimiques et formels inattendus. Nul doute, au sortir de cette exposition d’envergure, que Tillmans compte parmi les dignes héritiers de Benjamin, Brecht ou Harun Farocki. Quant au Centre Pompidou, en dépit d’une interruption de cinq années, d’autres expositions verront le jour et feront étape aux quatre coins de la France. ●

Rien ne nous y préparait, tout nous y préparait, de Wolfgang Tillmans, jusqu’au 22 septembre au Centre Pompidou de Paris

Vue de l’exposition, entre deux étagères de la BPI ayant été conservées



T
A
B
L
O

DROIT DE RÉPONSE

Critique de la critique

En réaction à la recension de Jeff Schinker sur le dernier livre de Guy Rewenig la semaine dernière, Serge Tonnar, artiste humoristiquement autoproclamé Kultursheriff a posté un message sur Facebook. Il y fustigeait notamment : « Schinker ass an engems Auteur, Kulturchef, Kritiker a Vertrieder vun allen Auteuren. Sinn ech deem eenzegen deem hei een, oder méi Interessekonflikter erkennt ? »

La rédaction de *Land* tient à lui répondre (également sur le réseau social) en rappelant d’abord notre attachement à la liberté d’expression autant qu’à la tolérance et au respect d’autrui, notamment des créateurs et artistes. Ce qui s’applique à nos collaborateurs extérieurs.

Concernant la question du droit des artistes à critiquer, a fortiori dans un petit pays comme le Luxembourg où la proximité exacerbe les tensions, l’histoire des arts regorge d’exemples anciens et récents de personnalités à la fois artiste et critique : des cinéastes qui écrivent sur des films, des musiciens qui écrivent sur de la musique et... des écrivains qui écrivent sur des livres. Les médias « sérieux », dont le *Land*, s’en font l’écho, parce que la critique est indispensable à l’art pour se comprendre, se situer, s’apprécier, évoluer. Publier ou se produire sur scène, c’est s’exposer à la critique.

Nous veillons à ne pas entretenir de conflits d’intérêt, par exemple en ne permettant pas aux auteurs d’écrire sur des livres provenant de la maison qui les édite, en cas de proximité familiale, ou de liens professionnels. FC/PF

THÉÂTRE

Tragédie au château

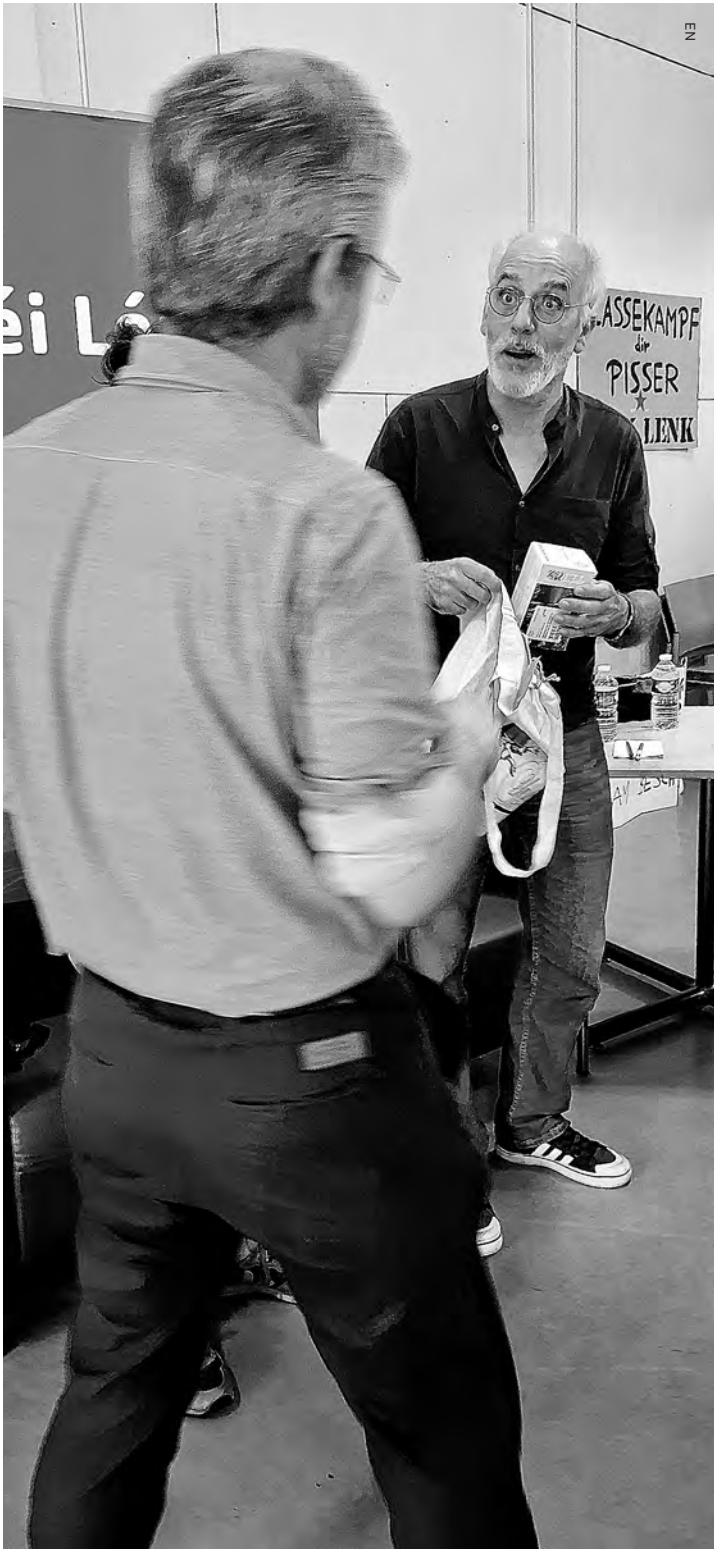
La comédienne et metteuse en scène franco-luxembourgeoise Valérie Geoffrion propose une adaptation contemporaine de *Roméo et Juliette*. Comme au temps de Shakespeare, le spectacle se déroule en extérieur et décor naturel, tout en mettant en valeur des lieux du patrimoine. Une trentaine de comédiens professionnels et amateurs, ainsi que des figurants choisis dans la population locale donnent vie au drame de l’amour. « Comment réaffirmer la puissance de l’amour au-delà des incompréhensions et des différences ? » demande la comédienne. Elle souligne l’actualité du texte qui parle de mariages forcés et de rivalités familiales. Le samedi 9 août à 20h30 au château de Beaufort. FC

S

T

|

L



David Wagner (de dos) et l'anticapitaliste Philippe Poutou, dimanche dernier, à Lultzhausen.

land

01.08.2025

Tambouille politicienne

IIII Erwan Nonet

Dimanche dernier, lors de son université d'été, Déi Lénk avait invité Philippe Poutou, candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) lors des trois dernières élections présidentielles françaises. Avec son front dégarni, sa dégaîne de monsieur Tout-le-monde et un franc-parler rare dans ces sphères-là, Poutou est un vrai personnage de la vie politique hexagonale, dont la réputation domine toutefois de loin le poids électoral (1,15 pour cent en 2012, 1,09 en 2017 et 0,76 en 2022).

S'il n'est pas forcément le plus grand théoricien de l'extrême gauche française, l'homme est doué pour le verbe. Ouvrier chez Ford pendant plus de dix ans, aujourd'hui à la tête d'une petite librairie qu'il qualifie de « wokiste » dans sa ville de Bordeaux, Poutou profite d'une répartie percutante et d'une liberté de ton qui désarme ses interlocuteurs. Les Français l'avaient découvert lors du grand débat des présidentielles 2017. « François Fillon, plus on fouille, plus on sent la corruption, la triche, ce sont des bonhommes qui nous expliquent qu'il faut la rigueur, l'austérité alors qu'ils piquent dans les caisses publiques », lançait-il à la tête de celui qui était alors le leader de la droite française et le favori des sondages. Le même soir, il giflait virtuellement Marine Le Pen avec son célèbre « Nous, quand on est convoqué par la police, on n'a pas d'immunité ouvrière, désolé, on y va. » Une bête médiatique était née.

C'est ce militant sans filtre que voulaient découvrir les Luxembourgeois lors d'une table ronde organisée à l'auberge de jeunesse de Lultzhausen, autour du petit livre qu'il a écrit en 2023 avec sa compagne Béatrice Walylo et l'universitaire Julien Salingue (*Un « petit » candidat face aux « grands » médias*, éditions Libertalia). Assis à ses côtés, David Wagner et Nathalie Oberweis ont pu constater que la presse était bien plus gentille ici. « En France, la plupart du temps, ce ne sont même plus des journalistes que l'on a face à nous, mais des chroniqueurs-animateurs qui aboient. [...] À peine ils nous ont posé une question qu'ils nous coupent, en posent d'autres. On n'a pas le temps de répondre, on se perd dans ce que l'on voulait dire... C'est brutal, on en sort frustré. »

Forcément, l'ambiance feutrée des émissions luxembourgeoises détonne. « Il faut dire que nos médias ne sont pas détenus par des milliardaires d'extrême droite qui veulent orienter l'opinion publique, comme en France », fait remarquer David Wagner. « Et puis, vu la taille du pays, tout le monde est pratiquement cousin au troisième degré, ça joue un rôle. »

À la télé, Poutou et Wagner ont toutefois un point commun : leur horreur de la cuisine politicienne. « J'ai été invité sur une émission sur France 5 où l'on devait discuter des recettes que l'on aimait. Alors là, j'ai dit non. Ce n'est pas parce qu'on nous appelle que tous les cinq ans qu'il faut dire oui à tout. Ils ont insisté, en me disant que ce serait super sympa et intéressant. Mais non, pas question ! »

Face aux rires qui fusent dans la salle, David Wagner, penaud, avoue : « Moi, j'y suis allé... J'ai même fait des pâtes au pistou sur RTL ! ». Au tour du Français de se marrer franchement et du Luxembourgeois de se justifier : « J'étais très, très mal à l'aise. En plus, c'était dans ma cuisine, je n'ai vraiment pas aimé... » Dépité, il reconnaît que le stratagème qu'il avait mis en place n'avait pas marché du tout. « J'avais prévu des justifications politiques : Quand la journaliste m'a demandé si j'aimais bien cuisiner, je lui ai répondu que ça m'amusait mais qu'il fallait du temps. Et hop, j'ai embrayé sur la réduction du temps de travail. Le problème, c'est qu'ils ont presque tout coupé au montage. » Nouveaux rires de Poutou et de sa campagne, très amusés par l'anecdote.

L'antifasciste français ajoutait avoir vécu un de ses plus grands moments de solitude dans « un restaurant de riches ». « J'ai été invité pour une émission avec d'autres personnes, dont le numéro deux du Medef et Alexis Corbière de La France Insoumise. Je me suis d'ailleurs rendu compte pendant les pauses qu'ils étaient copains. On devait parler alors que le cuistot venait nous servir des plats qui avaient tous l'air super bons. Dans ces émissions, tout le monde est sympa, poli. Mais j'avais l'impression d'être un complice dans cette mascarade. On nous fait faire n'importe quoi, je voyais bien que je servais de caution. C'était horrible. Je n'ai rien mangé. »

Dimanche dernier, il a fini son assiette d'émincé de bœuf aux spätzle et a repris de la salade de fruits. ●

LE PRODUIT

Poule de Lux

Un peu partout, les gens affichent fièrement les villes d'où ils viennent sur des vêtements. Luxembourg est un peu pauvre en la matière, même si les précurseurs de



Äddi a merci continuent à imprimer des expressions luxembourgeoises sur des T-shirts. Spécialisée dans la communication et travaillant dans la finance, Sabrina Bédouda a lancé la marque Poule de Lux avec la série « My district ». De Beggen Nation à Weimerskirch Alliance, 18 quartiers de la capitale (sur les 24) affichent autant de signes d'appartenance. « Je veux donner une identité moderne et cosmopolite, avec une touche d'humour », explique la responsable. Dans les appellations, elle s'amuse des clichés liés aux

quartiers : « Belair family », « Limpertsberg Heritage club », « Kirchberg team » ou « Bonnevoie club ». Vendus à 35 euros en ligne, les T-shirts en coton biologique sont imprimés à la demande, pour éviter le surstockage. FC

L'ENDROIT

Le Komptoir

Divisée par l'avenue de la Liberté et les rails du tram, la Place de Paris affiche deux visages : la rive droite, dominée par le Paname et le soleil du midi est un peu M'as-tu-vu, tandis qu'en face, on se contente d'enseignes plus populaires (et pas toujours qualitatives), mais avec du soleil à l'heure de l'apéro. L'arrivée de Kaito et ses bons ramen avait déjà relevé le niveau, voilà que la banale brasserie La Fontaine est devenue Le Komptoir, dans un

nouvel élan ambitieux. Le coin de la rue du Fort Bourbon a bénéficié d'un coup de frais pour son décor intérieur, plus moderne (mais pourquoi des plantes en plastique ?), et surtout sur sa terrasse avec de gigantesques et élégants parasols (sans logo de marque de bière) et des assises confortables. Du neuf en cuisine aussi, avec une carte resserrée autour des classiques de brasserie (burgers, joue de bœuf confite, bouchée à la reine, salades généreuses...) à des prix plus que raisonnables comme le plat du jour maison à 15 euros et la casserole de moules à 19 ! Le dimanche, c'est brunch en buffet à volonté et, à



l'apéro, c'est happy hour avec planches et tartes flambées à partager. Quizz et blind tests, soirées DJ ou karaoké : Thomas Pinon, le boss aux manettes, a bien envie d'ambiancer la rive gauche. FC

PRINTED IN LUXEMBOURG